

# PARLEMENTAIRES

## INFORMATIONS

52e législature



**Pour de plus amples informations, surfez sur :**

www.lachambre.be

**Informations Parlementaires** est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

**Informations Parlementaires** est adressé à toute personne qui en fait la demande.

**Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€**) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

***coordination et rédaction*** : Service des Relations publiques et internationales

***tél*** : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

***fax*** : 02/549.83.02

***E-mail*** : pri@lachambre.be

***lay-out*** : PRI

***impression*** : Imprimerie de la Chambre

***adresse postale*** : Chambre des représentants de Belgique  
B - 1008 BRUXELLES

***entrée visiteurs*** : 13, rue de Louvain - Bruxelles

***éditeur responsable*** : le secrétaire général de la Chambre



## Table des matières

### **ORGANES DE LA CHAMBRE**

#### **COMMISSIONS**

Réunions de commissions 3

#### **SÉANCE PLÉNIÈRE**

Prestations de serment 37

**RELATIONS INTERNATIONALES 39**

**PUBLICATIONS 41**

**CONSEIL DES MINISTRES 43**

#### **ANNEXES**

Demandes d'interpellations 55

Projets de loi, propositions et rapports  
de commission 59

Avis du Conseil d'Etat 61

Avis de la Cour des comptes 63

Assemblées parlementaires internationales 65

**ADDENDA 71**

Agenda des séances plénières  
et des réunions de commissions 73

Tableau d'avancement des travaux législatifs



PERIODE DU 20 JUILLET AU 3 OCTOBRE 2009



## ORGANES DE LA CHAMBRE

### COMMISSIONS

**MERCREDI, 15 JUILLET 2009**

#### **DÉLÉGATION LIBYENNE**

##### Commission des Relations extérieures

Le 15 juillet 2009, la Commission des Relations extérieures s'est entretenue avec une délégation libyenne, conduite par M. Suleiman Shahoumi, secrétaire des Affaires étrangères au Congrès général du Peuple de la Grande Jamahiriya arabe libyenne.

Après avoir expliqué le fonctionnement de l'expérience de « démocratie directe » tentée à travers la Jamahiriya, M. Shahoumi a rappelé que son pays avait souffert des sanctions longtemps imposées par la communauté internationale. La présente visite en Belgique s'inscrit dans une volonté de promouvoir des relations de paix, principalement dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de la culture.

Interrogé par M. Geert Versnick, qui présidait la réunion, M. Shahoumi a répondu que, si le Congrès général du Peuple avait récemment recommandé de postposer la mise en œuvre de la distribution directe de la richesse (en l'occurrence, le produit des revenus pétroliers) à la population, la volonté de diminuer l'écart entre riches et pauvres demeurerait : depuis 5 ans, de l'argent a ainsi été placé dans des fonds d'investissements – plus de 5.000 à l'heure actuelle – et mis directement à la disposition des familles, en fonction de leur taille.

En réponse à une question de M. Herman De Croo, M. Shahoumi a exprimé l'espoir de la Libye que la Belgique use de son influence dans l'Union européenne pour accélérer la signature de l'accord de partenariat entre l'UE et ses Etats membres d'une part et la Libye d'autre part.

La Libye, qui est par ailleurs disposée à accroître ses investissements dans le secteur financier européen, a toutefois l'impression d'être incomprise des Européens, dont elle a jugé décevant le projet d'Union pour la Méditerranée : elle préférerait pour sa part une coopération entre l'UE et la Ligue arabe.



## Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

### ➤ **MERCREDI 22 JUILLET 2009**

Interpellations et questions jointes :

- Interpellation de M. Filip De Man au premier ministre sur "le conclave qui sera consacré à l'asile et à l'immigration" (n° 340).
- Interpellation de M. Robert Van de Velde au premier ministre sur "le conclave qui sera consacré à l'asile et à l'immigration" (n° 341).
- Interpellation de Mme Sarah Smeyers au premier ministre sur "le conclave qui sera consacré à l'asile et à l'immigration" (n° 342).
- Question de Mme Dalila Douifi au premier ministre sur "la politique d'asile" (n° 14472).
- Question de Mme Muriel Gerken au premier ministre sur "les décisions prises par le gouvernement en matière de régularisation" (n° 14473).
- Question de Mme Sofie Staelraeve au premier ministre sur "l'accord conclu au sein du gouvernement sur les régularisations et la politique d'asile" (n° 14476).
- Interpellation de Mme Tinne Van der Straeten au premier ministre sur "l'instruction régularisation" (n° 343).
- Question de Mme Jacqueline Galant au premier ministre sur "l'instruction détaillant les critères de régularisation" (n° 14477).
- Question de Mme Karine Lalieux au premier ministre sur "l'instruction régularisation" (n° 14478).
- Question de Mme Clotilde Nyssens au premier ministre sur "l'instruction relative à l'application de la loi sur les étrangers en ce qui concerne certaines situations humanitaires" (n° 14479).
- Question de M. Servais Verherstraeten au premier ministre sur "les instructions concernant la régularisation des étrangers" (n° 14480).

- Le premier ministre a répondu.

- Une motion de méfiance a été déposée par M. Filip De Man.
- Une première motion de recommandation a été déposée par MM. Hagen Goyvaerts et Koen Bultinck.
- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Robert Van de Velde.
- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Sofie Staelraeve, M. Michel Doomst, Mme Karine Lalieux, M. Josy Arens et Mme Jacqueline Galant.

### ➤ **MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2009**

1. Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les émeutes à Molenbeek et Anderlecht" (n° 14609).
- Question de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "l'agression contre une patrouille de police à Anderlecht" (n° 14724).
- Interpellation de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes que continuent à poser les bandes violentes à Bruxelles" (n° 359).
- Interpellation de M. Jan Jambon à la ministre de l'Intérieur sur "les troubles récents dans diverses communes bruxelloises" (n° 361).
- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la situation à Cureghem" (n° 14829).
- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les émeutes survenues à Molenbeek le 17 septembre 2009" (n° 14927).



- Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les incidents à Molenbeek au cours des derniers jours" (n° 14979).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Bart Laeremans et Mme Annick Ponthier.  
- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Sofie Staelraeve et MM. André Frédéric et Michel Doomst.

2. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre sur "la désignation du 2ème administrateur représentant l'État belge au sein de BNP Paribas et la date de prise de fonction de ces deux administrateurs" (n° 14168).

- Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre sur "la désignation du 2ème administrateur représentant l'État belge au sein de BNP Paribas" (n° 14604).

- Le premier ministre a répondu.

3. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre sur "le prochain sommet belgo-luxembourgeois" (n° 14169).

- Le premier ministre a répondu.

4. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre sur "la position de l'État belge quant à la présence de BNP Paribas dans des paradis fiscaux et aux montants réservés en vue d'accorder des bonus à ses traders" (n° 14618).

- Le premier ministre a répondu.

5. Question de Mme Zoé Genot au premier ministre sur "l'engagement de la Belgique à restituer les biens juifs" (n° 14621).

- Le premier ministre a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rapport du médiateur fédéral relatif aux centres fermés" (n° 14744).

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'audit des médiateurs fédéraux sur les centres fermés" (n° 14624).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "le nombre d'expulsions effectuées par la Belgique" (n° 14545).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.



8. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "le nombre de rapatriements volontaires" (n° 14546).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

9. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'expulsion d'un tortionnaire irakien" (n° 14584).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

10. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'asile pour les femmes étrangères battues" (n° 14623).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

11. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'exécution de l'accord sur la régularisation" (n° 14632).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

12. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les interpellations de sans-papiers pendant le ramadan" (n° 14661).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

13. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'annulation de décisions du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides" (n° 14737).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

14. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le ramadan dans les centres d'asile fermés" (n° 14830).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.



15. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la procédure de régularisation unique" (n° 14831).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

16. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la task force pour les mineurs non accompagnés" (n° 14867).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

17. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la suite donnée aux dossiers de régularisation qui ne seront pas retenus" (n° 14972).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

18. Question de M. André Frédéric au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'instruction régularisation" (n° 15053).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

19. Question de M. Fouad Lahssaini au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les suites des graves incidents au centre 127bis" (n° 15094).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 7 octobre 2009.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Présidente : Mme Sonja Becq*

### ➤ VENDREDI 28 AOÛT 2009

Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "la sécurité du palais de justice de Bruxelles et les autres bâtiments judiciaires du pays" (n° 14512).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "la sécurité déficiente dans les bâtiments judiciaires du pays" (n° 14513).



- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’évasion du palais de justice de Bruxelles de trois dangereux malfaiteurs” (n° 14514).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les évasions à la prison de Bruges” (n° 14516).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les évasions à la prison de Merksplas” (n° 14517).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la tentative d’évasion de la prison de Mons” (n° 14518).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les leçons à tirer de l’évasion en hélicoptère de la prison de Bruges” (n° 14527).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’évasion de trois détenus du palais de justice de Bruxelles le 4 août 2009” (n° 14528).
- Interpellation de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les conséquences politiques suivant les évènements des mois de juillet et août dans le monde judiciaire et les prisons” (partie évasions) (n° 344).
- Interpellation de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “ les récents événements concernant la justice, certaines juridictions bruxelloises et le dossier Fortis” (partie évasions) (n° 345).
- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “la récente évasion du palais de justice de Bruxelles” (n° 14539).
- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “les récentes évasions des prisons de Bruges et de Merksplas” (n° 14540).
- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “les évasions de détenus” (n° 14553).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’évasion de la prison de Merksplas” (n° 14555).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’évasion de la prison de Bruges” (n° 14556).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’évasion du palais de justice de Bruxelles et la sécurité des bâtiments judiciaires” (n° 14557).
- Question de Mme Carina Van Cauter sur “les récentes évasions des prisons de Bruges et de Merksplas ainsi que du palais de justice de Bruxelles” (n° 14567).
- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “les récentes évasions des prisons de Bruges et de Merksplas” (n° 14569).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le nombre de libérations anticipées ainsi que le nombre d’évasions de prisons belges durant les mois de juillet et août” (n° 14575).
- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “l’évasion de trois détenus lors de leur comparution au Palais de Justice de Bruxelles” (n° 14578).
- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l’utilisation du GSM en prison” (n° 14579).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “la situation générale en milieu carcéral” (n° 14585).
- Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Justice sur “la situation des institutions pénitentiaires en Belgique” (n° 14597).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les tensions entre la police judiciaire de Bruxelles et la magistrature relatives à un probable dossier de corruption” (n° 14511).
- Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “la possibilité de fraude à la magistrature” (n° 14515).
- Question de M. Gerolf Annemans au ministre de la Justice sur “la possibilité de continuation de la commission d’enquête parlementaire Fortis” (n° 14520).



- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la plainte de la police judiciaire de Bruxelles relative à la corruption de juges et d’avocats bruxellois (l’affaire De Tandt)” (n° 14526).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les nouvelles révélations relatives à l’affaire De Tandt” (n° 14536).
- Interpellation de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les conséquences politiques suivant les événements des mois de juillet et août dans le monde judiciaire et les prisons” (partie magistrature) (n° 344).
- Interpellation de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “ les récents événements concernant la justice, certaines juridictions bruxelloises et le dossier Fortis” (partie magistrature) (n° 345).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’affaire De Tandt” (n° 14551).
- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “les procédures judiciaires et disciplinaires visant la présidente du tribunal de commerce de Bruxelles, Francine De Tandt” (n° 14554).
- Interpellation de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “les problèmes sérieux rencontrés par les juridictions bruxelloises et l’usage que le ministre a fait du droit d’injonction positive” (n° 346).
- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la plainte de la police judiciaire bruxelloise concernant la corruption éventuelle de juges et d’avocats à Bruxelles” (n° 14566).
- Question de M. Thierry Giet au ministre de la Justice sur “l’affaire De Tandt” (n° 14568).
- Interpellation de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Justice sur “les implications des dossiers de corruption supposée concernant la Présidence du Tribunal de commerce de Bruxelles” (n° 348).
- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “les remous qui secouent la présidente du tribunal de commerce de Bruxelles” (n° 14586).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une première motion de recommandation a été déposée par M. Stefaan Van Hecke et Mme Muriel Gerkens.
- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par MM. Bart Laeremans, Gerolf Annemans et Bert Schoofs.
- Une troisième motion de recommandation a été déposée par M. Renaat Landuyt, Mme Els De Rammelaere, M. Stefaan Van Hecke et Mme Muriel Gerkens.
- Une quatrième motion de recommandation a été déposée par M. Robert Van de Velde.
- Une motion pure et simple a été déposée par M. Olivier Maingain, Mme Clotilde Nyssens, M. Thierry Giet et Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Mia De Schamphelaere.

➤ **MERCREDI 2 SEPTEMBRE 2009**

Projet de loi relatif à la réforme de la cour d’assises - Transmis par le Sénat, n° 2127/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Renaat Landuyt) modifiant le Code d’instruction criminelle en ce qui concerne le jury et la motivation, n° 2056/1.
- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Willem-Frederik Schiltz, Herman De Croo) modifiant le Code d’instruction criminelle en ce qui concerne la motivation des décisions du jury de la la Cour d’assises, n° 2072/1.
- Proposition de loi (Renaat Landuyt, Meyrem Almaci) modifiant le Code d’instruction criminelle en ce qui concerne la motivation dans les dossiers d’assises, n° 2085/1.



- Rapporteurs : M. Eric Libert et Mme Els De Rammelaere.
- Exposé introductif du ministre de la Justice et des auteurs des propositions de loi jointes.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé d'organiser des auditions.

➤ **JEUDI 10 SEPTEMBRE 2009**

Projet de loi relatif à la réforme de la cour d'assises - Transmis par le Sénat, n° 2127/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Renaat Landuyt) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le jury et la motivation, n° 2056/1.
  - Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Willem-Frederik Schiltz, Herman De Croo) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation des décisions du jury de la la Cour d'assises, n° 2072/1.
  - Proposition de loi (Renaat Landuyt, Meyrem Almaci) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation dans les dossiers d'assises, n° 2085/1.
- (Continuation). (Rapporteurs : M. Eric Libert et Mme Els de Rammelaere).

Auditions de :

- M. Marc Dewart, premier président de la Cour d'appel de Liège;
- M. Michel Rozie, premier président de la Cour d'appel d'Anvers;
- Mme Karin Gerard, présidente de Cour d'assises à Bruxelles ;
- M. Pascal Chevalier, représentant de l'OBFG;
- M. John Maes, représentant de l'OVB;
- M. Claude Michaux, procureur général près la Cour d'appel de Mons.

➤ **MARDI 22 SEPTEMBRE 2009**

Projet de loi relatif à la réforme de la cour d'assises - Transmis par le Sénat, n°s 2127/1 et 2.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Renaat Landuyt) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le jury et la motivation, n° 2056/1.
  - Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Willem-Frederik Schiltz, Herman De Croo) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation des décisions du jury de la la Cour d'assises, n° 2072/1.
  - Proposition de loi (Renaat Landuyt, Meyrem Almaci) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation dans les dossiers d'assises, n° 2085/1.
- (Continuation). (Rapporteurs : M. Eric Libert et Mme Els de Rammelaere).

Avis du Conseil d'Etat.

- La discussion générale a été poursuivie et clôturée.

➤ **MARDI 29 ET MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2009**

Projet de loi relatif à la réforme de la cour d'assises - Transmis par le Sénat, n°s 2127/1 et 2.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Renaat Landuyt) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le jury et la motivation, n° 2056/1.
- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Willem-Frederik Schiltz, Herman De Croo) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation des décisions du jury de la Cour d'assises, n° 2072/1.



- Proposition de loi (Renaat Landuyt, Meyrem Almaci) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation dans les dossiers d'assises, n° 2085/1.  
(Continuation). (Rapporteurs : M. Eric Libert et Mme Els De Rammelaere).  
Avis du Conseil d'Etat.

- La discussion des articles a été entamée.
- Des amendements ont été déposés par MM. Laeremans et Schoofs, Mme Nyssens, MM. Terwingen, Giet, Perpète et Van Hecke, Mmes De Rammelaere, Lahaye-Battheu, Van Cauter et le gouvernement.
- Tous les articles et amendements ont été discutés. Quelques articles et amendements sont réservés.

➤ **JEUDI 1ER OCTOBRE 2009**

1. Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "la publicité pour les jeux de hasard interdits via les maillots de joueurs de l'Olympique lyonnais" (n° 14639).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

2. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "le tribunal de première instance de Tournai" (n° 13967).

- Le ministre de la Justice a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le système de la surveillance électronique" (n° 14202).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'exécution du masterplan pour les établissements pénitentiaires" (n° 14594).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur "la construction d'une nouvelle prison à Beveren" (n° 14948).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "la nouvelle prison prévue à Beveren" (n° 15111).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le non-relèvement de l'âge maximum jusqu'auquel des mineurs peuvent être placés dans un centre fermé" (n° 14456).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "la dénonciation de l'accord de coopération entre le ministre de la Justice et les Communautés" (n° 14491).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la résiliation de l'accord de collaboration conclu avec les Communautés en matière de stages parentaux" (n° 14595).



- Question de M. Ronny Balcaen au ministre de la Justice sur “la dénonciation de l’accord de coopération avec les Communautés portant sur l’organisation et le financement du stage parental” (n° 15079).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le transfert éventuel de deux détenus de Guantánamo vers la Belgique” (n° 14505).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le site internet ‘Most wanted’” (n° 14506).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la proposition du ministre de conserver toutes les communications électroniques durant deux ans” (n° 14507).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de la Justice sur “la durée de conservation des données en Belgique” (n° 14601).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les projets en matière de délai légal de conservation de l’enregistrement des activités en ligne” (n° 14690).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le projet de transfert de détenus belges vers les Pays-Bas” (n° 14519).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “des détenus belges dans des prisons néerlandaises” (n° 14587).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l’incarcération de détenus belges à Tilburg” (n° 14619).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la location de cellules aux Pays-Bas” (n° 14978).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “le régime de faveur dont bénéficiait le suspect du meurtre commis à la maison de repos d’Uccle” (n° 14537).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le suspect dans l’affaire du braquage d’une maison de repos à Uccle” (n° 14552)

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’exercice de mandats rémunérés par des membres de la magistrature” (n° 14593).

- Le ministre de la Justice a répondu.



13. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les pyjamas et les serviettes en papier testés dans les prisons françaises” (n° 14572).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la récidive immédiate d’un violeur en série remis en liberté” (n° 14596).

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “la mise à disposition du tribunal de l’application des peines” (n° 14872).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le suivi des détenus (délinquants sexuels, détenus agressifs)” (n° 15168).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “le décès d’un détenu à la prison de Jamioulx” (n° 15021).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la sécurité du personnel éducatif dans les prisons” (n° 14611).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la prison vide de Tongres” (n° 14641).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le centre pour jeunes délinquants de Tongres” (n° 14642).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “l’affaire Belliraj” (n° 14643).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les nouvelles évolutions dans le dossier Belliraj” (n° 15204).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la lacune dans la loi permettant à un pédophile belge d’épouser la mère d’une de ses victimes” (n° 14686).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’évasion d’un détenu de la prison de Marneffe” (n° 14687).

- Le ministre de la Justice a répondu.



21. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les problèmes relatifs au site internet de législation 'Justel'" (n° 14688).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Interpellation de M. Filip De Man au ministre de la Justice sur "le président du Conseil musulman" (n° 353).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Filip De Man.

- Une motion pure et simple a été déposée par M. Raf Terwingen.

23. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le droit à l'information des bourgmestres sur les habitants pédophiles" (n° 14873).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "la politique du parquet face aux trafiquants de drogue à Bruxelles" (n° 14933)

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 6 octobre 2009.

### **Suivi des missions à l'étranger**

---

COMMISSION DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

*Président : M. Francis Delpérée (S)*

➤ **JEUDI 10 SEPTEMBRE 2009**

Les missions belges en cours à l'étranger et plus particulièrement en Afghanistan.

- Echange de vues avec M. Pieter De Crem, ministre de la Défense.

- Les membres ont posé des questions.

➤ **JEUDI 24 SEPTEMBRE 2009**

La composante médicale et les missions à l'étranger.

- Echange de vues avec M. Pieter De Crem, ministre de la Défense, et le général-major Geert Laire, chef de la composante médicale.

- Le général-major Laire a présenté un exposé introductif.

- Les membres ont posé des questions.



## Naturalisations

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : M. David Lavaux*

➤ **MARDI 15, MERCREDI 16, JEUDI 17, VENDREDI 18, LUNDI 21, MARDI 22, MERCREDI 23, JEUDI 24, VENDREDI 25, LUNDI 28, MARDI 29, MERCREDI 30 SEPTEMBRE ET JEUDI 1<sup>ER</sup> ET VENDREDI 2 OCTOBRE 2009**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Prochaine réunion : mardi 6 octobre 2009.

## Relations extérieures

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES

*Président : M. Geert Versnick*

➤ **MARDI 15 SEPTEMBRE 2009**

(Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat)

1. La politique menée dans le cadre de l'ONU et la participation à la semaine ministérielle à New York

- Exposé du ministre des Affaires étrangères ;
- Echange de vues.

- Rapporteurs : M. Herman De Croo et Mme Olga Zrihen (S).

- Sont intervenus : M. André Flahaut, Mme Els Schelfout (S), MM. François-Xavier de Donnea, Paul Wille (S), Roel Deseyn et Georges Dallemagne, Mme Nathalie Muylle, M. Herman De Croo, Mme Sabine de Bethune (S), Mme Hilde Vautmans et MM. Philippe Fontaine (S) et Alain Destexhe (S).

2. Le passeport biométrique :

- Exposé du ministre des Affaires étrangères ;
- Echange de vues.

- Rapporteurs : M. Herman De Croo et Mme Olga Zrihen (S).

- Sont intervenus : MM. Herman De Croo, Georges Dallemagne et Alain Destexhe (S).

➤ **MARDI 29 SEPTEMBRE 2009**

1. La politique menée dans le cadre de l'ONU et la participation à la semaine ministérielle à New York.

- Debriefing par le ministre des Affaires étrangères.

(Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat)

- Rapporteurs : MM. Herman De Croo et Philippe Fontaine (S)

- Sont intervenus : MM. Herman De Croo et Pol Van Den Driessche (S), Mmes Juliette Boulet, Marleen Temmerman (S) et Nathalie Muylle, et MM. Philippe Fontaine (S) et Peter Luyckx.



2. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre des Affaires étrangères sur “l'accueil sur le territoire belge d'ex-détenus de Guantanamo” (n° 14759).
- Question de M. Peter Luykx au ministre des Affaires étrangères sur “la visite d'experts au centre de détention de Guantanamo” (n° 14637).
- Question de M. Bruno Tuybens au ministre des Affaires étrangères sur “l'accueil d'un ancien détenu de Guantanamo” (n° 14780).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au ministre des Affaires étrangères sur “les accompagnants lors des missions économiques emmenées par le prince Philippe” (n° 14636).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre des Affaires étrangères sur “les missions économiques personnelles du prince Philippe” (n° 14640).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au ministre des Affaires étrangères sur “le respect de la législation linguistique dans le cadre de la nomination de M. Philippe Bostem en qualité de consul général du nouveau consulat de Marseille” (n° 14953).
- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Affaires étrangères sur “le consulat général à Marseille” (n° 15091).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

5. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre des Affaires étrangères sur “l'approfondissement de l'Escaut occidental” (n° 14940).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

6. Question de M. Bruno Tuybens au ministre des Affaires étrangères sur “les troubles au Xinjiang, en Chine” (n° 14756).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au ministre des Affaires étrangères sur “la situation en Iran” (n° 14501).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre des Affaires étrangères sur “la loi discriminant les femmes afghanes” (n° 14531).



- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les droits des femmes afghanes, après l'adoption du code de la famille chiite" (n° 14602).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

9. Question de M. Eric Libert au ministre des Affaires étrangères sur "la nomination de M. Luc Vandenberghe à la tête du Comité des Régions de l'Union Européenne" (n° 14626).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au ministre des Affaires étrangères sur "la relation Honduras-Belgique" (n° 14924).

- Question de M. Peter Luykx au ministre des Affaires étrangères sur "le retrait de la reconnaissance de M. Ramón Custodio Espinoza en tant qu'ambassadeur du Honduras" (n° 14993).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Affaires étrangères sur "la position du gouvernement sur la crise politique au Honduras et l'ambassadeur du Honduras en Belgique" (n° 15092).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

11. Question de M. Georges Dallemagne au ministre des Affaires étrangères sur "les accords de réadmission" (n° 14784).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

Prochaine réunion : jeudi 8 octobre 2009.

## **Infrastructure**

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : M. François Bellot*

### ➤ **MARDI 22 SEPTEMBRE 2009**

Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Eric Libert au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture du bureau de poste de Louvain-la-Neuve" (n° 14573).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le renfort des Points Poste de Louvain-la-Neuve avec du personnel de La Poste" (n° 14616).



- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le bureau de poste de Louvain-la-Neuve" (n° 14625).
  - Interpellation de M. André Flahaut au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture du bureau de poste de Louvain-la-Neuve (1348) et de l'application aveugle des critères de fermeture prévus par le contrat de gestion" (n° 350).
  - Interpellation de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture du bureau de poste de Louvain-la-Neuve" (n° 351).
  - Interpellation de M. Jacques Otlet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture du bureau de poste de Louvain-la-Neuve" (n° 352).
  - Interpellation de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les fermetures des bureaux de poste" (n° 358).
  - Question de Mme Valérie De Bue au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture des bureaux de poste" (n° 14860).
  - Question de Mme Brigitte Wiaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture du bureau de poste de Louvain-la-Neuve" (n° 14904).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers et M. Georges Gilkinet.
  - Une motion pure et simple a été déposée par M. Jef Van den Bergh.

➤ **LUNDI 28 SEPTEMBRE 2009**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Valérie De Bue au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les aides d'État reçues par La Poste" (n° 14438).
  - Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'audit de La Poste par la Commission européenne" (n° 14455).
  - Question de M. Bruno Stevenheydens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'enquête de la Commission européenne sur le financement de La Poste" (n° 14460).
  - Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les aides d'État reçues par La Poste" (n° 14470).
  - Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'audit de La Poste par la Commission européenne" (n° 14893).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



## 2. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la rumeur de fermeture de la gare de Quaregnon” (n° 14685).
  - Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les rumeurs de fermeture de la gare SNCB de Quaregnon” (n° 15006).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

## 3. Interpellation et questions jointes :

- Interpellation de M. Jan Peeters au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’incendie dans la gare de Herentals et ses conséquences pour les usagers du train en provenance de Campine” (n° 363).
  - Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la très mauvaise qualité du service offert aux usagers des trains vers la Campine et au départ de celle-ci” (n° 14740).
  - Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les services de la SNCB en Campine” (n° 14923).
  - Question de M. Jan Mortelmans au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes affectant les liaisons ferroviaires avec la Campine” (n° 14967).
  - Question de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes de train en Campine” (n° 15062).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par MM. Jan Peeters et David Geerts.
- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Roel Deseyn et David Lavaux, Mmes Camille Dieu et Ine Somers et M. François Bellot.

## 4. Interpellation et questions jointes :

- Interpellation de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir de B-Cargo : le plan industriel de la SNCB et les possibilités de recapitalisation par l’Etat belge” (n° 354).
- Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la situation de B-Cargo” (n° 14811).
- Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “B-Cargo” (n° 14812).
- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la situation de B-Cargo” (n° 14845).
- Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir de B-Cargo” (n° 14903).
- Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir de B-Cargo et de son personnel” (n° 14929).
- Question de M. Jan Mortelmans au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir de B-Cargo” (n° 14968).



- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la situation financière inquiétante de B-Cargo” (n° 15017).
- Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir de B-Cargo” (n° 15058).
- Question de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir de B-Cargo” (n° 15063).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

- Aucune motion n'a été déposée.

5. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la distribution du courrier à Dilbeek” (n° 14772).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la collaboration entre La Poste belge et la Poste congolaise” (n° 14809).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’utilisation du ticket de transport sans papier de la SNCB via la carte d’identité électronique” (n° 14834).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’entérinement du statut de facteur de quartier par le conseil d’administration de La Poste” (n° 14837).

- Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la nouvelle CCT de La Poste” (n° 14890).

- Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le statut du facteur de quartier” (n° 14946).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



9. Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la fermeture du bureau de poste à Hornu” (n° 14848).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’incident en gare d’Anvers-Central” (n° 14868).

- Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le départ de trains portes ouvertes” (n° 14869).

- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la procédure de départ des trains” (n° 14870).

- Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “un incident survenu en gare de Zwijndrecht” (n° 14892).

- Question de M. Jan Mortelmans au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les procédures de départ des trains” (n° 14961).

- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les procédures de départ des trains” (n° 15041).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la restructuration de Belgacom” (n° 14889).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la politique du personnel au sein des entreprises publiques” (n° 14891).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Bruno Stevenheydens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le nombre de boîtes aux lettres non conformes aux directives de La Poste” (n° 14958).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



14. Question de M. Bruno Stevenheydens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la gare de Liège-Guillemins” (n° 14966).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le supplément sur un ticket de train vers l’aéroport de Zaventem” (n° 14988).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le nombre de consultants auprès de la SNCB Holding, de la SNCB et d’Infrabel” (n° 14990).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le fonctionnement de la présidence du Conseil d’administration de la SNCB” (n° 14991).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la rénovation des gares de voyageurs” (n° 15004).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le plan d’urgence de la SNCB en cas d’épidémie de grippe A/H1N1 en Belgique” (n° 15013).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la performance du matériel roulant M6 Light” (n° 15014).



- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’accessibilité du matériel roulant M6 Light” (n° 15025).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de M. Dirk Vijnck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le refus de la SNCB des affiches publicitaires du forum nucléaire” (n° 15052).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : lundi 19 octobre 2009.

## **Economie**

---

COMMISSION DE L’ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L’ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L’AGRICULTURE

*Président : M. Bart Laeremans*

### ➤ **MARDI 22 SEPTEMBRE 2009**

1. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “les retards de paiement du SPF Économie” (n° 14356).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.

2. Question de M. Xavier Baeselen au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “la concertation éventuelle avec le secteur des centres de fitness” (n° 14509).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “l’accord entre la SABAM et la FEB relatif aux droits d’auteur supplémentaires à payer par les entreprises” (n° 14559).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “l’évolution de l’e-commerce” (n° 14589).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “l’augmentation des primes d’assurance” (n° 14590).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



6. Question de M. Jenne De Potter au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les statistiques des revenus des communes" (n° 14644).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de M. Bruno Valkeniers au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'avenir de l'usine Opel à Anvers" (n° 14777).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. François Bellot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les amendes infligées à Proximus pour distorsion de concurrence" (n° 14808).

- Question de M. François Bellot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les amendes infligées à Proximus pour distorsion de concurrence" (n° 14858).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la réduction du taux de TVA applicable au secteur horeca" (n° 14881).

- Question de M. Patrick De Groote au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la réduction de la TVA dans l'horeca" (n° 14901).

- Question de Mme Rita De Bont au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les doutes qui subsistent au sujet d'une éventuelle réduction de la TVA dans l'horeca" (n° 14942).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le prix du lait dans les grandes surfaces" (n° 14947)

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

## ➤ **MARDI 29 SEPTEMBRE 2009**

1. Questions et interpellation jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la crise du lait et l'application des engagements de la Fedis" (n° 14437).

- Question de Mme Karine Lalieux à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le prix du lait" (n° 14865).

- Interpellation de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la crise du lait et la régulation des prix à la consommation" (n° 362).

- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la crise du lait" (n° 14981).

- Question de M. Koen Bultinck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le mécontentement des éleveurs de vaches laitières" (n° 14989).

- Question de M. Guy Milcamps à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la concertation entre autorités fédérale et régionales sur le dossier 'crise du lait'" (n° 15046).



- Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la situation actuelle dans le secteur laitier" (n° 15093).

- Question de Mme Catherine Fonck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la situation actuelle dans le secteur laitier" (n° 15104).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Georges Gilkinet et Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Kattrin Jadin, Karine Lalieux, Jacqueline Galant et Catherine Fonck.

2. Question de Mme Karine Lalieux à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le risque de cannibalisation des libraires par la loterie en ligne" (n° 14797).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la prime de crise pour les indépendants" (n° 14898).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de Mme Colette Burgeon à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la mise en oeuvre de la bibliothèque numérique européenne Europeana" (n° 14938).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les conséquences financières de l'intégration des petits risques pour les indépendants" (n° 14969).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Koen Bultinck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la mensualisation de la cotisation sociale des indépendants" (n° 15028).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'accès au Fonds des maladies professionnelles par les indépendants" (n° 15072).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'étude internationale relative aux effets cancérigènes des rayons ultraviolets" (n° 14487).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



9. Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les contrôles effectués auprès des exploitants ou commerçants détenant des bancs solaires" (n° 14490).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les cas isolés d'explosion d'iPod et d'iPhone" (n° 14561).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le coût de l'installation de nouveaux compteurs d'électricité en 2012" (n° 14591).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'accompagnement des classes moyennes supérieures en matière d'économies d'énergie" (n° 14600).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'intention du gouvernement d'instaurer une taxe sur l'énergie" (n° 14606).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les dividendes anticipés chez GDF Suez et les prix de l'énergie en Belgique" (n° 14672).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "Electrabel et le prélèvement de 500 millions d'euros" (n° 14778).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "un bonus pour les véhicules électriques" (n° 14752).

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fait que la Belgique ne soit pas prête pour les voitures électriques" (n° 14983).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les freins à l'utilisation de la voiture électrique" (n° 15080).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la chute du prix du gaz naturel" (n° 14723).

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'effondrement du prix du gaz naturel" (n° 14773).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



17. Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'échec du système bancaire 'zoomit'" (n° 14788).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'achat d'appareils électroniques en ligne" (n° 14789).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

19. Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le prix du lait dans la grande distribution" (n° 14866).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la campagne du Forum nucléaire" (n° 14882).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Forum nucléaire" (n° 15089).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

21. Question de Mme Muriel Gerkens au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet de recherche 'MYRRHA' en matière de transmutation des déchets radioactifs" (n° 14917).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerkens au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires" (n° 14918).

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la sortie du nucléaire" (n° 14935).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la sortie du nucléaire" (n° 15088).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'étude définitive relative au mix énergétique souhaité" (n° 15040).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la capacité de stockage de pétrole" (n° 14944).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la capacité de stockage de pétrole gérée par Apetra" (n° 14960).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



24. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "un nouveau type d'asphalte permettant d'absorber les particules fines" (n° 15026).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

25. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'enquête européenne sur les sites web publiant des informations trompeuses" (n° 15042).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

26. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exhalaison de radon issu du plâtre et ses effets sur la santé" (n° 15045).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

27. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le médiateur fédéral de l'énergie condamné à l'inactivité" (n° 15065).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 6 octobre 2009.

### **Santé publique**

---

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Présidente : Mme Muriel Gerkens*

➤ **MARDI 22 SEPTEMBRE 2009**

1. Projet de loi accordant des pouvoirs au Roi en cas de pandémie ou d'épidémie de grippe, n° 2156/1.

2. Projet de loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009 - Section 25 - "SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement", n° 2162/1.

3. Etat des lieux concernant la grippe A/H1N1.

Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la propagation du virus A/H1N1 et le rôle des communes" (n° 14498).

- Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la propagation du virus A/H1N1 et le rôle des communes" (n° 14499).

- Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le programme de vaccination dans le cadre de la grippe mexicaine" (n° 14620).



- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'efficacité des antiviraux et des vaccins contre la grippe A/H1N1" (n° 14741).
  - Question de M. Georges Dallemagne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'état de la situation de la grippe A/H1N1" (n° 14785).
  - Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la possible toxicité du Tamiflu" (n° 14850).
  - Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la grippe mexicaine" (n° 14939).
  - Question de Mme Cathérine Fonck la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la grippe mexicaine" (n° 14945).
- Ces trois points ont été joints et discutés.
  - Un seul rapport a été fait en ce qui concerne la discussion des deux projets de loi, l'état des lieux concernant la grippe A/H1N1 et les questions jointes.
  - Rapporteur : Mme Maya Detiège.
  - La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées et on a procédé au vote sur les deux projets.

#### **Projet de loi n° 2156/1**

- Les articles ont été successivement adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, y compris les corrections techniques d'ordre légistique, a été adopté par 13 voix et 2 abstentions.

#### **Projet de loi n° 2162/1**

- Les articles ont été successivement adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix et 5 abstentions.

#### **➤ MARDI 29 SEPTEMBRE 2009**

1. Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les transports ambulanciers transfrontaliers dans le cadre de l'aide médicale urgente" (n° 14426).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Olivier Destrebecq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'application de l'arrêté royal du 26 avril 2009 concernant le transport de personnes en ambulance" (n° 14429).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.



3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la composition des emballages alimentaires" (n° 14461).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'étude internationale relative aux effets cancérigènes des rayons ultraviolets" (n° 14486).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la concertation en vue de baisser les normes relatives à l'usage du GSM" (n° 14544).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'enregistrement de la déclaration anticipée en matière d'euthanasie" (n° 14547).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les dons d'organes" (n° 14563).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le don d'organes par des personnes en vie" (n° 14667).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les expériences relatives au tabac menées en Belgique sur les animaux" (n° 14564).

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les expériences sur les animaux" (n° 14863).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.



9. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la prescription des antibiotiques en Belgique" (n° 14598).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les économies réalisées dans le domaine des implants" (n° 14612).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le remboursement de neurostimulateurs équipés de piles rechargeables" (n° 14613).

- Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le remboursement de la neurostimulation" (n° 14692).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les trajets de soins" (n° 14742).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le budget pour les soins palliatifs à domicile 2009" (n° 14762).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la prévention du suicide" (n° 14769).

- Question de Mme Inge Vervotte à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la prévention des suicides" (n° 14943).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Katrien Partyka à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la pénurie de radio-isotopes" (n° 14821).



- Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le risque de pénurie d'isotopes médicaux" (n° 14936).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

➤ **MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2009**

1. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la nouvelle enquête de Gaia concernant cinq jardins animaliers belges" (n° 14894).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le nouveau statut des généralistes en formation" (n° 15027).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la nocivité potentielle des adjuvants du vaccin contre la grippe AH1N1" (n° 15102).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 6 octobre 2009.

### **Police**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ  
PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

➤ **MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2009**

Dossiers transmis par le Comité permanent de contrôle des Services de Police - Discussion.

- Le Comité P a fait un exposé sur plusieurs dossiers.
- Les membres ont posé des questions.

Prochaine réunion : mercredi 28 octobre 2009.



## Sécurité nucléaire

---

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

*Présidente : Mme Katrien Partyka*

➤ **MARDI 29 SEPTEMBRE 2009**

Actualisation des recommandations relatives à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire.  
Discussion du document de travail.

## Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Ludwig Vandenhove*

➤ **JEUDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2009**

1. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "la coopération militaire avec le Congo" (n° 14458).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la coopération militaire avec la République démocratique du Congo" (n° 15192)

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Défense sur "l'augmentation des tarifs de location des infrastructures sportives de l'IRMEP à Eupen" (n° 14471).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "la procédure d'adjudication pour un avion destiné aux déplacements de la Famille royale et des membres du gouvernement" (n° 14503).

- Question de M. Luk Van Biesen au ministre de la Défense sur "la procédure de négociation relative au contrat d'achat d'un avion destiné aux visites d'État officielles" (n° 14614).

- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "le dry leasing d'un avion de ligne auprès de la compagnie Hi Fly" (n° 14841).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "l'achat d'un Airbus A 330 auprès de Avido-Hi Fly" (n° 15169).

- Le ministre de la Défense a répondu.



6. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "la présence de militaires à bord du yacht du Roi" (n° 14504).
- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "le yacht du Roi Albert II" (n° 14770).
- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "l'achat d'un yacht par le Roi Albert II" (n° 14846).
- Question de M. Jan Jambon au ministre de la Défense sur "le 'Quatuor' et l'Alpa', respectivement ancien et nouveau yacht privé du Roi" (n° 14886).
- Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de la Défense sur "le déploiement de personnel militaire à bord du yacht royal" (n° 15096)

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "les yachts royaux 'Alpa' et 'Quatuor'" (n° 15151).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "un attentat à la voiture piégée impliquant des militaires belges aux environs de Kunduz" (n° 14678).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les mesures préventives destinées à éviter la contagion de la méningite au sein de nos troupes" (n° 14679).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les problèmes d'organisation relatifs à l'arrivée de deux F-16 belges supplémentaires à Kandahar" (n° 14683).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les quatre militaires belges qui auraient été blessés lors d'un attentat-suicide à Kaboul" (n° 14707).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le raid de l'OTAN ce début septembre dans le nord de l'Afghanistan" (n° 14732).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "les troupes belges en Afghanistan" (n° 14734).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "la contribution belge à des opérations en Afghanistan" (n° 14800).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "l'appel du commandant de l'armée américaine en faveur de renforts américains en Afghanistan" (n° 14965).
- Question de M. Eric Libert au ministre de la Défense sur "les démonstrations de force des F-16 belges en Afghanistan" (n° 14962).
- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Défense sur "les déclarations d'un officier supérieur concernant la préparation des forces spéciales belges en Afghanistan" (n° 14982).
- Question de M. Patrick De Groote au ministre de la Défense sur "la stratégie que Stanley McChrystal a fait miroiter en Afghanistan" (n° 15003).
- Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "la capacité des blindés légers Iveco MLV à protéger les militaires belges en Afghanistan" (n° 15020).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les renforts de troupes en Afghanistan et la position de la Belgique à cet égard" (n° 15083).

- Le ministre de la Défense a répondu.



9. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "les troupes belges en Afghanistan" (n° 14734).

Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "l'opération de l'ISAF en Afghanistan et le récent rapport du général américain McChrystal" (n° 15190).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le survol de la mer du Nord en août 2009" (n° 14680).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "trois militaires blessés au Liban au cours d'un accident de la circulation" (n° 14681).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la perte d'une bombe d'entraînement par un F-16 belge" (n° 14682).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "le recours à l'armée pour le maintien de l'ordre" (n° 14952).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de la Défense sur "le comportement de militaires belges en Espagne" (n° 14720).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de la Défense sur "le remplacement de gardiens de prison en grève par des militaires" (n° 14721).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 14 octobre 2009.





## SÉANCE PLÉNIÈRE

*Ce chapitre mentionne:*

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

*Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);*

*Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).*

### ➤ **MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2009 APRES-MIDI (0112)**

#### **PRESTATIONS DE SERMENT**

---

M. Karel De Gucht, représentant de la circonscription électorale de Flandre orientale, a démissionné le 17 juillet 2009. Il a été nommé Commissaire européen.

Le suppléant appelé à le remplacer est M. Mathias De Clercq, premier suppléant.

Le 21 décembre 2007, ce dernier avait été admis à siéger en qualité de membre de la Chambre des représentants en remplacement de M. Karel De Gucht, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, et pour la durée des fonctions de celui-ci.

Monsieur Mathias De Clercq prête le serment constitutionnel en néerlandais, en français et en allemand.

Monsieur Mathias De Clercq fera partie du groupe linguistique néerlandais.

M. Guido De Padt, représentant de la circonscription électorale de Flandre orientale, est démissionnaire en date du 17 juillet 2009. Il a été nommé Commissaire du gouvernement.

Le suppléant appelé à le remplacer est Mme Ine Somers, première suppléante.



Le 30 décembre 2008, cette dernière avait été admise à siéger en qualité de membre de la Chambre des représentants en remplacement de M. Guido De Padt, ministre de l'Intérieur, et pour la durée des fonctions de celui-ci.

Madame Ine Somers prête le serment constitutionnel en néerlandais, en français et en allemand.

Madame Ine Somers fera partie du groupe linguistique néerlandais.



## RELATIONS INTERNATIONALES

**MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2009**

### **STAGE POUR DES FONCTIONNAIRES ET DES DIPLOMATES DU KOSOVO**

Le 23 septembre 2009, M. David Geerts (sp.a) a reçu une délégation de fonctionnaires et de diplomates kosovars. Ils ont séjourné en Belgique du 21 au 25 septembre dans le cadre d'un stage organisé par le SPF Affaires étrangères.

Lors de la rencontre avec M. Geerts et de la séance de questions qui a suivi, les stagiaires ont reçu des éclaircissements sur le fonctionnement du Parlement et sur le statut et les missions des députés.





## PUBLICATIONS

*Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.*

### CHAMBRE

---

#### Documents parlementaires :

- 4-1196/1 (SÉNAT)  
52 2136/001 (CHAMBRE) DU 4 MARS 2009  
Rencontre avec une délégation parlementaire du Royaume-Uni
  
- 52 2109/001 DU 9 JUILLET 2009  
Situation générale du trésor public au 31 décembre 2008 présentée par le ministre des Finances
  
- 52 2110/001 (CHAMBRE)  
4-1399/1 (SÉNAT) DU 13 JUILLET 2009  
18<sup>e</sup> session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Vilnius, 29 juin – 3 juillet 2009)
  
- 52 2141/001 (CHAMBRE)  
4-1345/1 (SÉNAT) DU 13 JUILLET 2009  
Le Conseil européen des Chefs d'Etat et de Gouvernement – Bruxelles, 18 et 19 juin 2009
  
- 52 2132/001 DU 29 JUILLET 2009  
Conseil de l'Union européenne en matière de Santé publique des 6 et 7 juillet 2009

#### Bulletins des questions et réponses :

- 52/067 DU 29 JUIN 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/068 DU 6 JUILLET 2009  
Questions et réponses écrites



- 52/069 DU 13 JUILLET 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/070 DU 16 JUILLET 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/071 DU 27 JUILLET 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/072 DU 3 AOÛT 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/073 DU 17 AOÛT 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/074 DU 24 AOÛT 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/075 DU 7 SEPTEMBRE 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/076 DU 14 SEPTEMBRE 2009  
Questions et réponses écrites
  
- 52/077 DU 21 SEPTEMBRE 2009  
Questions et réponses écrites



## CONSEILS DES MINISTRES

*Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.*

*Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.*

### ➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 4 SEPTEMBRE 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 4 septembre 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

#### **COMPÉTENCES DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT**

##### **Répartition des compétences entre les ministres et secrétaires d'Etat**

Sur proposition de M. Herman Van Rompuy, Premier ministre, le Conseil des ministres a approuvé la répartition des compétences entre les ministres et les secrétaires d'Etat.

#### **CONFÉRENCES INTERMINISTÉRIELLES**

##### **Représentation du gouvernement fédéral au sein des conférences interministérielles**

Le Conseil des ministres a décidé de maintenir le nombre et la dénomination des conférences interministérielles existantes. Le Conseil des ministres a également décidé quels ministres et secrétaires d'Etat représenteront le gouvernement fédéral dans ces conférences interministérielles. La liste des conférences interministérielles sera soumise au Comité de concertation le 16 septembre 2009.



## SERVICES DE PAIEMENT

### **Elaboration d'un cadre juridique belge pour l'application des règles européennes en matière de services de paiement - Deuxième lecture**

Le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi qui crée un cadre juridique cohérent et unifié en matière de services de paiement et transpose en droit belge une grande partie de la directive européenne relative aux services de paiement dans le marché intérieur (directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007, appelée PSD (Payment Services Directive)). L'avant-projet a été adapté aux remarques du Conseil d'Etat.

L'avant-projet de loi vise à garantir des conditions de concurrence neutres pour les services de paiement, particulièrement en ce qui concerne la relation entre utilisateurs et prestataires. Le but est de gagner la confiance des utilisateurs de services de paiement en offrant un haut degré de protection ainsi que certaines garanties dans le domaine de la sécurité, de l'efficacité et du coût des paiements, en tenant compte des intérêts de tous.

L'avant-projet rend juridiquement possible le fonctionnement en Belgique de schémas de paiement conformes à SEPA (SEPA est l'espace unique de paiement en euros (Single Euro Payments Area)). Vous trouverez plus d'informations sur le SEPA dans le communiqué de presse du Conseil des ministres du 27 juin 2008) et prévoit des obligations d'information spécifiques, précontractuelles et périodiques pour le prestataire de services de paiement ainsi que des obligations et responsabilités respectives pour le prestataire et l'utilisateur. Il introduit des règles relatives au consentement et à l'exécution d'opérations, dont les délais d'exécution, ainsi qu'un régime adapté de plainte et de sanction.

Ce cadre juridique devrait favoriser, en combinaison avec SEPA, un marché compétitif qui cadre avec la stratégie de Lisbonne visant à faire de l'Union européenne la région la plus compétitive au monde d'ici 2010.

## EHEALTH

### **Composition et organisation du comité de concertation des utilisateurs de la plate-forme eHealth**

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui règle la composition et l'organisation du comité de concertation des utilisateurs de la plate-forme eHealth.

Ce comité de concertation assiste le comité de gestion de la plate-forme eHealth lors de l'accomplissement de ses missions. A cet effet, il est chargé de proposer toute initiative de nature à promouvoir et à consolider la prestation de services électroniques aux acteurs des soins de santé ainsi que toute mesure pouvant contribuer à un traitement sécurisé et confidentiel des données à caractère personnel relatives à la santé ou à une simplification administrative pour les acteurs des soins de santé.

Outre la composition de ce comité, le projet d'arrêté royal institue un comité directeur eHealth qui est chargé de l'organisation et de la coordination des activités du comité de concertation et de la préparation de ses réunions.



## **ASSURANCE OBLIGATOIRE SOINS DE SANTÉ**

### **Intervention personnelle pour sept nouvelles prestations de santé en psychiatrie et neuropsychiatrie**

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui prévoit une intervention personnelle pour sept nouvelles prestations de santé en psychiatrie et neuropsychiatrie.

Ces prestations concernent la surveillance d'un bénéficiaire occupant un lit "traitement intensif" par un spécialiste en psychiatrie, ou hospitalisé dans un service de psychogériatrie par un spécialiste en neuropsychiatrie ou en psychiatrie. Pour ces prestations, l'intervention personnelle est fixée à 20 % des honoraires, avec un maximum de 4,96 euros par prestation. Les bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance ne sont redevables d'aucune intervention personnelle.

Le projet prévoit en outre que les bénéficiaires ne doivent pas payer d'intervention personnelle pour deux nouvelles prestations en matière d'honoraires pour la concertation pluridisciplinaire au sein de la section hospitalière, sous la supervision du médecin spécialiste en psychiatrie, accrédité ou non.

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'Etat.

### **➤ CONSEIL DES MINISTRES DU 11 SEPTEMBRE 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 11 septembre 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

## **CARRIÈRE DES AGENTS DE L'ÉTAT**

### **Carrières particulières du SPF Finances et du Service des Pensions du secteur public**

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui modifie une série de dispositions réglementaires relatives aux carrières particulières du SPF Finances et du Service des Pensions du secteur public.

La proposition du ministre des Finances Didier Reynders et du ministre des Pensions Michel Daerden adapte les règlements organiques du SPF Finances et du Service des Pensions du secteur public, par rapport à l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative.

L'octroi du changement de classe de métiers se fera désormais par le ministre et non plus par le Roi. Enfin, le projet modifie également le règlement des mesures de compétence pour une série de fonctions au sein du SPF Finances et du Service des Pensions du secteur public.



## SERVICES DE PAIEMENT

### **Instauration d'un marché intérieur commun pour les services de paiement - Deuxième lecture**

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, deux avant-projets de loi qui transposent partiellement en droit belge la directive européenne (directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007) concernant les services de paiement dans le marché intérieur. Ces avant-projets ont été adaptés aux remarques du Conseil d'Etat.

Le premier règle l'activité de prestataire de services de paiement, le statut des établissements de paiement et l'accès aux systèmes de paiement, ainsi que le contrôle du respect des dispositions de la présente loi et des arrêtés et règlements pris pour son exécution. Le second modifie la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Cette directive vise une coordination européenne poussée des dispositions prudentielles nationales en matière de prestataires de services de paiement afin de renforcer la concurrence en matière de services de paiement dans l'Espace économique européen (EEE), en particulier parce que l'accès au marché s'ouvre à de nouveaux prestataires de services de paiement, pour lesquels une nouvelle catégorie d'établissements financiers (les établissements de paiement) est créée. La directive comprend par ailleurs des dispositions qui règlent les droits et obligations entre prestataires et utilisateurs de services de paiement, en particulier sur le plan de la protection de l'utilisateur de services de paiement.

## RELANCE ÉCONOMIQUE

### **Bonification d'intérêt pour les emprunts destinés au financement du précompte professionnel**

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a fixé les conditions pour bénéficier de la bonification d'intérêt pour les entreprises ayant emprunté dans le but de financer le précompte professionnel sur les rémunérations.

Il est prévu dans la loi de relance économique du 27 mars 2009 qu'une entreprise peut solliciter un report de paiement de trois mois pour le précompte professionnel dû sur les rémunérations des travailleurs et des dirigeants d'entreprises. Pour chaque contrat d'emprunt conclu entre une entreprise et un établissement de crédit, l'Etat prend à sa charge pendant 6 mois une bonification d'intérêt de 1,5 % sur une base annuelle sur le montant initial de l'emprunt.

#### **Conditions :**

- le montant initial de l'emprunt ne peut être supérieur :
  - o au précompte professionnel dû sur les rémunérations payées ou attribuées en juin, juillet ou août 2009, pour les débiteurs qui déclarent mensuellement leur précompte professionnel ;
  - o au précompte professionnel dû sur les rémunérations payées ou attribuées au deuxième trimestre 2009, pour les débiteurs qui déclarent trimestriellement leur précompte professionnel,
- l'emprunt est conclu dans le but exclusif de financer le précompte professionnel ;
- l'emprunteur doit informer le prêteur de son intention de conclure un contrat d'emprunt et de bénéficier de la bonification. Le prêteur transmet alors la demande à la Trésorerie du SPF Finances.



La bonification d'intérêt s'applique aux emprunts contractés entre la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal, que le Conseil des ministres a approuvé aujourd'hui à ce propos, et le 15 décembre 2009.

## **EGALITÉ DES CHANCES**

### **Présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis**

Sur proposition de Mme Joëlle Milquet, ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêtés royaux qui exécutent la loi (du 20 juillet 1990) visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis. En vertu de la cette loi, deux tiers au maximum des membres des organes consultatifs de l'Etat sont du même sexe.

Le premier projet détermine les procédures pour établir et adapter la liste des organes consultatifs tombant sous le champ d'application de cette loi. Le second projet fixe la composition et le fonctionnement de la commission pour la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs.

Dans l'attente de la mise en place effective de cette commission, le Conseil des ministres a par ailleurs approuvé le renouvellement de la liste des organes consultatifs à qui une dérogation à la loi est accordée, jusqu'au 31 décembre 2009.

## **OCCUPATION DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS**

### **Octroi d'une autorisation d'occupation aux étrangers ayant un ancrage local durable**

Sur proposition de Mme Joëlle Milquet, ministre de l'Emploi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (portant des dispositions particulières relatives à l'occupation de certaines catégories de travailleurs étrangers) qui vise à garantir le cadre légal nécessaire pour régulariser la situation de séjour des étrangers qui sont en Belgique depuis le 31 mars 2007 et qui obtiennent un permis de travail B délivré par les autorités fédérées compétentes.

Pour rappel, conformément à l'instruction gouvernementale du 19 juillet dernier visant à régulariser la situation de séjour de certaines catégories de personnes, pourront être régularisés dans le cadre d'une régularisation par le travail, les étrangers qui :

- ont un séjour ininterrompu en Belgique depuis au minimum le 31 mars 2007 ;
- ont un ou plusieurs contrats de travail à durée indéterminée ou à durée déterminée d'un an minimum ;
- dont les revenus professionnels s'élèvent au minimum au revenu minimum mensuel moyen garanti (RMMMMG) ;
- ont obtenu de l'entité fédérée compétente un permis de travail B.



## ➤ CONSEIL DES MINISTRES DU 18 SEPTEMBRE 2009

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 18 septembre 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

### INTERRUPTION DE CARRIÈRE

#### **Adaptation de la méthode de paiement des allocations pour interruption de carrière au SEPA**

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui adapte la méthode de paiement des allocations sociales pour interruption de carrière et crédit-temps, dans le cadre de la zone de paiement européenne unique ([SEPA](#)). Jusqu'à présent, l'Office national de l'emploi (ONEM) payait les allocations sociales au moyen de virements sur un compte postal ou bancaire belge ou de chèques circulaires. Puisque les bénéficiaires d'une allocation pour interruption de carrière ou crédit-temps ne sont plus obligés d'avoir un domicile en Belgique et qu'il n'y a plus d'obstacle au virement sur un compte étranger SEPA, la méthode de paiement est modifiée. Désormais, l'ONEM payera, dès le premier mois suivant la publication de cet arrêté au Moniteur belge, les allocations par virement sur un compte financier appartenant à la zone de paiement européenne unique ou par chèque circulaire.

Le projet d'arrêté royal modifie certains arrêtés royaux relatifs aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle et au crédit-temps dans le cadre de la zone de paiement européenne unique.

### PIRATERIE MARITIME

#### **Avant-projets de loi relatifs à la lutte contre la piraterie maritime - Deuxième lecture**

Le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi vise à rendre plus efficace la lutte contre la piraterie maritime. Comme préconisé par le Conseil d'Etat, l'avant-projet a été scindé en deux avant-projets : l'un contenant des matières visées à l'article 78 de la Constitution et l'autre à l'article 77.

Le [28 novembre 2008](#), le Conseil des ministres avait donné son feu vert pour le déploiement d'une frégate au large des côtes de la Corne de l'Afrique pour y mener des actions d'anti-piraterie, dans le cadre de la mission EU ATALANTA.

L'initiative du ministre de la Justice Stefaan De Clerck et du ministre de la Défense Pieter De Crem vise à donner une base légale à la marine belge pour sa participation à la lutte contre la piraterie maritime. Les avant-projets contiennent des définitions de *navires* et *groupes de pirates* et rendent la piraterie maritime punissable. Ils donnent en outre aux navires de guerre ou aux équipes de protection militaire belge, embarquées sur des navires civils, la compétence de prévenir et réprimer les actes de piraterie. Les avant-projets créent aussi une compétence extraterritoriale lorsque des pirates sont appréhendés par des navires belges et résolvent les aspects de procédure pénale posés par les spécificités de la lutte contre cette forme de criminalité.



## FEDASIL

### Accueil des demandeurs d'asile

Le Conseil des ministres a pris connaissance de l'état d'avancement et des propositions concernant les places d'accueil supplémentaires à l'intention des demandeurs d'asile, qui ont été présentés par le secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale Philippe Courard.

Le réseau d'accueil de Fedasil est saturé : en août 2009, l'on devait trouver des places d'accueil pour plus de 17.700 personnes même si la structure d'accueil de Fedasil n'a été prévue que pour accueillir 16.073 personnes. Certains demandeurs d'asile ont été hébergés dans des hôtels ce qui pose de sérieux problèmes sur le plan de l'accueil.

Le Conseil des ministres a pour ambition d'éviter à l'avenir de devoir accueillir des demandeurs d'asile dans des hôtels. C'est pourquoi 800 places d'accueil supplémentaires seront créées. Le Conseil des ministres marque son accord sur une correction dans le budget 2009 relatif à Fedasil, pour un montant de 9.572.971 euros. Le Conseil des ministres du 11 septembre 2009 a déjà pris acte de cette demande, laquelle a maintenant été complétée.

Le Conseil des ministres autorise l'élaboration de toutes les pistes déjà identifiées pour 2010. En outre, les sites potentiels qui se présentent feront l'objet d'un nouvel examen, parallèlement à toutes les autres pistes envisageables susceptibles d'être encore élaborées. La demande d'un budget supplémentaire sera étudiée lors de la discussion sur le budget.

Concernant la sortie du réseau d'accueil de certaines catégories de personnes pouvant revendiquer le droit à l'accueil et qui séjournent illégalement sur notre territoire, un protocole de coopération est en préparation ; il lie Fedasil et l'Office des Etrangers. Le Conseil des ministres demande de finaliser ce protocole dans les meilleurs délais.

Le gouvernement se penchera également, dans les semaines à venir, sur les autres points encore pendants du dossier migration, tels que le regroupement familial, la législation sur la nationalité, les mariages de complaisance et la politique de retour.

### ➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 25 SEPTEMBRE 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 25 septembre 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

## **GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DANS LES SOCIÉTÉS**

### **Renforcement du gouvernement d'entreprise dans des sociétés cotées en bourse et des sociétés publiques - Deuxième lecture**

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui vise à renforcer le gouvernement d'entreprise dans des sociétés cotées et les sociétés publiques économiques ainsi qu'un projet d'arrêté royal qui impose un code de gouvernement d'entreprise.



L'avant-projet tient compte de l'avis du Conseil d'Etat et fusionne les deux avant-projets approuvés par le Conseil des ministres du [7 novembre 2008](#). Il contient des nouvelles propositions pour renforcer le gouvernement d'entreprise dans des sociétés cotées en bourse et des sociétés publiques.

Cet avant-projet transpose en droit belge une partie de la directive 2006/46/CE (du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006) et impose aux entreprises cotées d'insérer un rapport de rémunération dans la déclaration de gouvernement d'entreprise, faisant partie du rapport annuel. Ce rapport de rémunération doit contenir des données concrètes qui créeront la transparence dans la politique de rémunération de l'entreprise et dans la rémunération des organes de gestion. Le rapport devra être approuvé par l'assemblée générale des actionnaires. Chaque conseil d'administration établira un comité de rémunération chargé de préparer le rapport de rémunération.

L'avant-projet a en outre pour objectif d'encadrer la rémunération des administrateurs exécutifs en matière d'indemnités de départ et de répartition de la rémunération variable dans le temps.

Le projet d'arrêté royal impose le Code belge de Corporate Governance 2009 comme code de référence de gouvernement d'entreprise. Il s'agit du code publié sur le site internet de la [Commission Corporate Governance](#).

## **DISPOSITIONS SOCIALES**

### **Avant-projet de loi portant des dispositions sociales - Deuxième lecture**

Le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi portant des dispositions sociales. L'avant-projet a été adapté à l'avis du Conseil d'Etat.

#### **Affaires sociales :**

- Prescription : l'ONSS a la possibilité d'interrompre au moyen d'une lettre recommandée la prescription des actions à l'égard des entrepreneurs et des sous-traitants qui interviennent comme cocontractant.
- Allocations familiales : Certaines modifications sont apportées en ce qui concerne le droit aux allocations familiales en cas d'adoption plénière par des personnes de même sexe.
- Financement alternatif : précisions concernant les affectations pour lesquelles il doit y avoir un manque de recette en matière de TVA pour qu'il soit permis de prélever un montant complémentaire, pour l'année 2009, sur les recettes du précompte professionnel.

#### **Pensions :**

- Secteur privé : suppression de l'obligation pour l'Office national des Pensions de tenir une gestion distincte pour le régime légal de capitalisation.
- Garantie de revenus aux personnes âgées : l'évaluation des ressources se fonde non seulement sur la déclaration du demandeur de la garantie de revenus mais aussi sur celle des personnes avec qui l'intéressé partage la même résidence. Le projet de loi permet que le contrôle des ressources, par échange de données avec les administrations fiscales, réservé jusqu'à présent au seul demandeur de la GRAPA, puisse se faire de la même façon pour les ressources des cohabitants. Il s'agit donc d'une mesure de simplification administrative.

#### **Pensions du secteur public :**

- paiement des prestations gérées par le Service des Pensions du secteur public
- pensions à charge du pool des parastataux
- suppression des Fonds budgétaires organiques



### **Intégration sociale :**

- Le rapport annuel unique doit être envoyé via la procédure électronique.
- Intégration sociale : alignement des délais de prescription de l'action en remboursement en matière d'aide sociale et de droit à l'intégration sociale.
- CPAS : enquête sociale préalable obligatoire pour le remboursement des frais.

### **Emploi :**

- Entreprises de travail adapté : délégation au Roi pour l'introduction d'un mécanisme d'indexation automatique de la borne bas salaire de la réduction structurelle d'application pour les travailleurs occupés par une entreprise de travail adapté.
- Dispositions en vue d'assurer un meilleur fonctionnement des caisses de vacances : en cas de modifications des compétences de caisses de vacances et/ou de changement de dénomination ; en cas de problème avec le fonctionnement d'une caisse de vacances avant le recours à la procédure de fusion entre caisses de vacances, la mise sous administration provisoire de l'ONVA est prévue.
- Maintien des aides à l'emploi en cas de restructuration ou de transformation juridique de l'employeur: adaptation de la date d'entrée en vigueur.

### **Affaires sociales et Emploi :**

- Decava : vise à transférer au débiteur une indemnité complémentaire à la prépension conventionnelle ou à certaines allocations de sécurité sociale, la perception et la déclaration de l'entièreté de la retenue.
- Délais de préavis : en application des accords non marchands 2005-2010, la protection sociale des ouvriers travaillant dans le secteur de la santé et ayant au moins 5 ans d'ancienneté sera améliorée en alignant, en cas de licenciement, la durée de préavis de ces travailleurs sur celle des employés.

Le Conseil des ministres a par ailleurs approuvé deux projets d'amendements à l'avant-projet :

- un amendement qui vise à exclure les indemnités d'invalidité, reçues des Pays-Bas par des travailleurs transfrontaliers belges, de la base de calcul de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale, afin d'éviter une double imposition ;
- un amendement qui, en matière de sécurité sociale, vise à mettre sur un pied d'égalité tous les travailleurs visés par les mesures temporaires de réduction du temps de travail en période de crise.

## **➤ CONSEIL DES MINISTRES DU 2 OCTOBRE 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 2 octobre 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

### **REDISTRIBUTION DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC**

#### **Application du régime de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps au Centre fédéral d'expertise des soins de santé**

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui rend applicable le régime de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps aux membres du personnel du Centre fédéral d'expertise des soins de santé, à l'exception des experts.



Le projet d'arrêté royal exécute l'article 2, 2e alinéa de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

## **TITRES-REPAS**

### **Agrément des éditeurs des titres-repas électroniques**

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'amendement à l'avant-projet de loi portant des dispositions sociales diverses, qui crée la base juridique pour l'agrément des éditeurs des titres-repas électroniques.

Dans la [Déclaration de politique générale du 18 mars 2008](#), les partenaires du gouvernement se sont engagés à introduire les titres-repas électroniques dans les cadre de la simplification administrative. Le 17 juin 2009, le Conseil des ministres avait déjà à ce propos donné son feu vert en première lecture et fixé le cadre réglementaire pour les titres-repas électroniques.

Si les titres-repas satisfont à certaines conditions, ils ne sont pas considérés comme salaire et ne sont dès lors pas pris en compte dans le calcul des cotisations sociales. Une de ces conditions est qu'ils doivent être édités par un éditeur agréé.

Le projet d'amendement vise à créer la base juridique pour encadrer les conditions et procédures à respecter par les éditeurs agréés.

## **ASSURANCE OBLIGATOIRE SOINS DE SANTÉ**

### **Agréation des kinésithérapeutes pour l'intervention de l'assurance obligatoire**

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Ce projet, soumis à l'avis de la Commission de planification de l'offre médicale, relève le nombre minimum de prestations pour kinésithérapeutes actifs à 500 par an. Ce seuil est l'un des critères qui détermine quels kinésithérapeutes donnent droit à l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. Le seuil d'activité vise à indiquer dans quelle mesure un kinésithérapeute qui démarre va exercer son métier à titre principal.



## ANNEXES





## DEMANDES D'INTERPELLATION

*Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.*

➤ **0344 Justice**

Interpellation de M. Renaat LANDUYT au ministre de la Justice sur « les conséquences politiques des événements des mois de juillet et août derniers en ce qui concerne la justice et les prisons».

Idem n° 0345 M. Robert VAN DE VELDE

Idem n° 0346 M. Stefaan VAN HECKE

➤ **0345 Justice**

Interpellation de M. Robert VAN DE VELDE au ministre de la Justice sur « les récents événements concernant la Justice, certaines juridictions bruxelloises et le dossier Fortis».

Idem n° 0344 M. Renaat LANDUYT

Idem n° 0346 M. Stefaan VAN HECKE

➤ **0346 Justice**

Interpellation de M. Stefaan VAN HECKE au ministre de la Justice sur « les problèmes sérieux rencontrés par les juridictions bruxelloises et l'usage qu'il a fait du droit d'injonction positive».

Idem n° 0344 M. Renaat LANDUYT

Idem n° 0345 M. Robert VAN DE VELDE

➤ **0347 Finances**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au ministre des Finances sur « l'arrêté du 22 juin 2009 concernant les nominations des directeurs régionaux».

➤ **0348 Justice**

Interpellation de Mme Muriel GERKENS au ministre de la Justice sur « les implications des dossiers de corruption supposée concernant la Présidence du Tribunal de commerce de Bruxelles».

Idem n° 0344 M. Renaat LANDUYT

Idem n° 0345 M. Robert VAN DE VELDE

Idem n° 0346 M. Stefaan VAN HECKE



➤ **0349 Justice**

Interpellation de M. Jean Marie DEDECKER au ministre de la Justice sur « les malversations de la justice bruxelloise ».

Idem n° 0344 M. Renaat LANDUYT

Idem n° 0345 M. Robert VAN DE VELDE

Idem n° 0346 M. Stefaan VAN HECKE

Idem n° 0348 Mme Muriel GERKENS

➤ **0350 Infrastructure**

Interpellation de M. André FLAHAUT au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « la fermeture du bureau de Poste de Louvain-la-Neuve (1348) et de l'application aveugle des critères de fermeture prévus par le contrat de gestion ».

➤ **0351 Infrastructure**

Interpellation de Mme Thérèse SNOY ET D'OPPUERS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « la fermeture du bureau de Poste de Louvain-la-Neuve ».

Idem n° 0350 M. André FLAHAUT

➤ **0352 Infrastructure**

Interpellation de M. Jacques OTLET au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « la fermeture du bureau de Poste de Louvain-la-Neuve ».

Idem n° 0350 M. André FLAHAUT

Idem n° 0351 Mme SNOY ET D'OPPUERS

➤ **0353 Justice**

Interpellation de M. Filip DE MAN au ministre de la Justice sur « la rubrique « le président du Conseil musulman » ».

➤ **0354 Infrastructure**

Interpellation de M. Georges GILKINET au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'avenir de B-Cargo : le plan industriel de la SNCB et les possibilités de recapitalisation par l'Etat belge ».

➤ **0355 Affaires sociales**

Interpellation de M. Koen BULTINCK au ministre des Pensions et des Grandes villes sur « son point de vue concernant la problématique des pensions ».

➤ **0356 Affaires sociales**

Interpellation de M. Koen BULTINCK au ministre des Pensions et des Grandes villes sur « la nomination d'un nouvel administrateur général de l'Office national des pensions (ONP) ».



➤ **0357 Intérieur**

Interpellation de M. Koen BULTINCK au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « la nomination des nouveaux administrateurs généraux à l'ONEm et à l'ONP ».

➤ **0358 Infrastructure**

Interpellation de Mme Camille DIEU au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « les fermetures des bureaux de poste ».

Idem n° 0350 M. André FLAHAUT

Idem n° 0351 Mme SNOY ET D'OPPUERS

Idem n° 0352 M. Jacques OTLET

➤ **0359 Intérieur**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS à la ministre de l'Intérieur sur « les problèmes que continuent à poser les bandes violentes à Bruxelles ».

➤ **0360 Intérieur**

Interpellation de M. Ben WEYTS au ministre de l'Intérieur sur « les troubles récents dans diverses communes bruxelloises ».

Idem n° 0359 M. Bart LAEREMANS

➤ **0361 Intérieur**

Interpellation de M. Jan JAMBON au ministre de l'Intérieur sur « les troubles récents dans diverses communes bruxelloises ».

Idem n° 0359 M. Bart LAEREMANS

Idem n° 0360 M. Ben WEYTS

➤ **0362 Economie**

Interpellation de Mme Thérèse SNOY ET D'OPPUERS à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur « la crise du lait et la régulation des prix à la consommation ».

➤ **0363 Infrastructure**

Interpellation de M. Jan PEETERS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'incendie à la gare de Herentals et les conséquences pour les voyageurs en provenance de la Campine ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,  
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET  
COMPTES-RENDUS

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

*Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du Bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).*

*Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).*





## AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

*La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).*

*La présente annexe mentionne les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.*

*Les documents parlementaires peuvent être obtenus auprès du service des Affaires générales, du comptoir des documents de la Chambre ou auprès des imprimeurs (voir dernière page du bulletin: « publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).*

➤ **DOC 52 0086/002 DU 13 AOÛT 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 47.010/1/V du 4 août 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue d'y instaurer la représentation des travailleurs par des élections sociales.

➤ **DOC 52 1867/004 DU 18 AOÛT 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 47.011/2/V du 5 août 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et visant à permettre la perception d'impôts au profit des communes sur les pylônes et supports pour antennes GSM.

➤ **DOC 52 2076/002 DU 28 AOÛT 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 47.041/2/V du 19 août 2009 sur le projet de loi visant à modifier la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance.

➤ **DOC 52 2127/002 DU 9 SEPTEMBRE 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 47.078/AG du 25 août 2009 sur le projet de loi relatif à la réforme de la cour d'assises.

➤ **DOC 52 1114/004 DU 22 SEPTEMBRE 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 46.609/2 du 16 septembre 2009 sur le projet de loi spéciale visant à adapter diverses dispositions à la dénomination « Cour constitutionnelle ».





AVIS DE LA COUR DES  
COMPTES

➤ **DOC 52 1247/002 DU 3 JUILLET 2009**

Avis de la Cour des comptes sur la proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en ce qui concerne les droits à la pension des indépendants à titre accessoire.

➤ **DOC 52 1521/002 DU 28 JUILLET 2009**

Avis de la Cour des comptes sur la proposition de loi visant à supprimer les privilèges et les hypothèques du fisc.





ASSEMBLEES  
PARLEMENTAIRES  
INTERNATIONALES

**DELEGATION BELGE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Textes adoptés par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe  
au cours de la 3<sup>e</sup> partie de la session 2009, Strasbourg, 22-26 juin 2009

*Recommandations*

- 1874 Situation au Bélarus
- 1875 Réexamen, pour des raisons substantielles, des pouvoirs déjà ratifiés de la délégation ukrainienne (art. 9 du Règlement de l'Assemblée)
- 1876 La situation des droits de l'homme en Europe : la nécessité d'éradiquer l'impunité
- 1877 Les peuples oubliés de l'Europe : protéger les droits fondamentaux des personnes déplacées de longue date
- 1878 Le financement de la radiodiffusion de service public
- 1879 Les énergies renouvelables et l'environnement
- 1880 L'enseignement de l'histoire dans les zones de conflit et de post-conflit
- 1881 L'urgence à combattre les crimes dits « d'honneur »

*Résolutions*

- 1671 Situation au Bélarus
- 1672 Les activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (2008) en 2008 : renforcer la stabilité économique et démocratique
- 1673 Les institutions économiques mondiales face aux défis de la crise financière
- 1674 Réexamen, pour des raisons substantielles, des pouvoirs déjà ratifiés de la délégation ukrainienne (art. 9 du Règlement de l'Assemblée)



- 1675 La situation des droits de l'homme en Europe : la nécessité d'éradiquer l'impunité
- 1676 La situation des droits de l'homme en Europe et l'évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée
- 1677 Le fonctionnement des institutions démocratiques en Arménie
- 1678 La situation en Iran
- 1679 L'énergie nucléaire et le développement durable
- 1680 Création d'un statut de « partenaire pour la démocratie » auprès de l'Assemblée parlementaire
- 1681 L'urgence à combattre les crimes dits « d'honneur »

#### *Avis*

- 274 Projet de Protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires de collectivités locales
- 275 Projet de Protocole n° 3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération

*Les textes mentionnés et d'autres documents du Conseil de l'Europe peuvent être obtenus auprès du service des Affaires européennes et Relations interparlementaires du Sénat*

Sonja Langenhaeck : 02/501.79.81  
Secrétariat : 02/501.72.62  
e-mail : [sl@senate.be](mailto:sl@senate.be) - [lc@senate.be](mailto:lc@senate.be)

**PARIS, 23 – 24 JUIN 2009**

#### **FORUM 2009 DE L'OCDE**

Messieurs Dirk Van der Maelen (vice-président de la Chambre des représentants et président de la Commission spéciale « Mondialisation ») ainsi que M. Gerolf Annemans (président du groupe Vlaams Belang de la Chambre des représentants) ont participé les 23 et 24 juin 2009 au Forum 2009 de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement économique) à Paris.



Ce Forum public de deux jours se caractérise par des débats sur des sujets d'actualité entre des panels d'experts de haut niveau. Le Forum a lieu chaque année en conjonction avec la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres.

Le Forum de l'OCDE offre la possibilité à tous les secteurs de la société de jouer un rôle dans la formulation de réponses aux défis auxquels le monde est confronté.

Cette année, le Forum s'est penché sur les moyens d'instaurer une économie plus forte, en renforçant le gouvernement d'entreprise, en évitant le protectionnisme, en stimulant le développement et en encourageant l'innovation et la concurrence au service d'une croissance durable.

Les participants ont également débattu des moyens d'instaurer une économie plus saine, non seulement en luttant contre la corruption et les pratiques fiscales abusives, mais en assurant aussi une meilleure gestion de l'environnement, en particulier, des ressources fragiles comme l'eau, et en luttant contre le changement climatique.

Enfin, les participants ont échangé leur point de vue sur la façon de bâtir une économie mondiale plus juste, en s'attaquant aux problèmes d'emploi, d'éducation et de santé tout en recherchant une économie mondiale plus équilibrée.

Le Secrétaire Général de l'OCDE, M Angel Gurría, a conclu les travaux du Forum 2009 en présentant les perspectives économiques de l'OCDE pour les années futures. Il a fait observer que c'est la première fois depuis deux ans que les perspectives économiques reviennent à la hausse plutôt qu'à la baisse les précédentes prévisions de croissance économique, mais cela concerne plus clairement les grandes économies émergentes et les Etats-Unis.

« Grâce aux mesures fermes prises pour relancer nos économies, il apparaît que nous avons échappé au pire durant cette crise », a déclaré M. Angel Gurría, « mais les prochains mois resteront tout aussi éprouvants. Il faut un plan et un calendrier clairs et crédibles pour le démantèlement progressif des mesures d'urgence à mesure que la reprise s'engage. Il est crucial d'envisager dès maintenant ces stratégies de sortie de crise afin d'éviter de nouveaux risques dans les années à venir ».

Les comptes rendus des différents ateliers thématiques organisés dans le cadre du Forum 2009 sont disponibles sur le site internet de l'OCDE ([www.ocde.org](http://www.ocde.org)).

## **STRASBOURG, 24 – 25 SEPTEMBRE 2009**

### **RAPPORT DE MISSION : ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

#### **FORUM SUR L'ALERTE PRÉCOCE DANS LA PRÉVENTION DES CONFLITS**

Le but du Forum était de formuler des propositions afin que le Conseil d'Europe puisse renforcer son rôle de tierce partie dès l'apparition de conflits.

Cette démarche qui s'inscrit dans le long terme vise à prévenir les violences au sein d'un état ou entre divers états du monde. Elle suppose la détection de signes avant-coureurs et une intervention précoce qui éviterait les conflits armés.



Le Conseil d'Europe n'a pas de position claire car il n'a pas toujours les moyens humains et financiers pour agir sur place.

Il s'avère donc nécessaire de coordonner l'action entre les différents intervenants, tels que les Nations Unies, l'Union Européenne, d'autres organismes formels et informels pouvant agir.

Les trois demi-journées furent consacrées à des exposés par des experts reconnus et à des échanges sur chacun des thèmes abordés.

Les facteurs de succès et d'échec furent inventoriés.

Le Forum insista sur la voie permanente de recherche d'amélioration du sort des individus et du fonctionnement démocratique des différents pays, reposant notamment sur le respect des minorités.

La conception des incitants à la voie de la paix repose sur de multiples actions.

En synthèse et en conclusion des travaux du Forum, s'est dégagée une unanimité pour rechercher un système efficace d'alerte précoce à la prévention des conflits sachant que des mécanismes formels ou informels ont déjà abouti à apaiser des conflits naissants tel qu'en Macédoine.

1. **Le travail d'alerte précoce des gens en place** : Un travail d'expert considérable, sans doute beaucoup plus important que nous ne le savons, est déjà réalisé. La duplication des efforts et des actions entreprises est probablement inévitable mais il n'y a pas nécessairement lieu de s'en inquiéter.

Il est recommandé que le Conseil d'Europe constitue une grande base de données des actions d'alerte précoce entreprises.

Beaucoup d'acteurs de premier plan, venant de différents endroits du monde, ont participé au Forum. Il serait toutefois souhaitable que le plus grand nombre possible d'organisations soient impliquées, compte tenu de l'importance et du nombre d'acteurs sur le terrain ou d'intervenants au plus haut niveau décisionnel.

Il est donc recommandé que le Conseil de l'Europe prenne des mesures pour contacter, rencontrer et réunir le plus grand nombre possible d'institutions, d'organisations et de personnalités actives dans ce domaine.

2. **La coopération, la coordination et le travail en commun permettront de renforcer l'efficacité des actions entreprises.**

Selon le Forum, la marge d'amélioration est considérable. Il est demandé que le Conseil d'Europe contribue à la mise en place d'un mécanisme permettant de renforcer cette coordination et la mise en commun du travail effectué.

3. **Le rôle du Conseil de l'Europe.**

L'action menée au sein du Conseil de l'Europe n'est pas suffisamment visible alors que le Conseil constitue une tierce personne neutre qui peut par sa crédibilité et par sa réputation servir à apaiser des tensions naissantes. C'est pourquoi il est proposé de créer un petit centre de coordination, de collecte et de diffusion de l'information à l'initiative du Conseil. Ainsi, de manière permanente, le Conseil de l'Europe pourrait créer et constituer une plateforme de dialogues et de réconciliation. Il est évident que toutes les composantes organisationnelles du Conseil oeuvrent de concert au renforcement de son rôle de la prévention et de la résolution des conflits, qu'il s'agisse de parlementaires qui représentent leurs pays mais également des organes permanents du Conseil.



Le suivi du respect des engagements pris par les Etats membres joue d'ailleurs un rôle essentiel dans la prévention des conflits.

L'Assemblée parlementaire composée de représentants des parlements nationaux peut, par les relations ainsi nouées et les liens que peuvent entretenir les parlementaires avec leurs homologues des pays impliqués dans des tensions, servir à l'écoute des interventions et des recommandations du Conseil de l'Europe.

Ainsi en est-il du travail d'observation des élections qui peut être poursuivi par celui de l'assistance de la médiation en cas de difficultés.

La question la plus difficile abordée par le Forum fut sans doute le rôle des parlementaires. En effet, si les experts, les organisations et les institutions sont bien placés pour analyser les causes et les conséquences, l'intervention politique énergique est essentielle à l'efficacité de l'action.

C'est pourquoi les parlementaires, faisant partie de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, devraient se concentrer sur l'action politique essentielle et nécessaire à la prévention des conflits.

Le travail du Conseil axé sur les bonnes pratiques est très apprécié et particulièrement utile pour les démocraties nouvelles émergentes.

Afin d'uniformiser tant soit peu l'approche des différentes délégations dans l'exercice de ses compétences, il est recommandé qu'un code de bonne pratique en matière de prévention des conflits soit établi et remis à chacun des membres de l'assemblée parlementaire.

Les parlementaires sont bien placés pour mobiliser le soutien politique nécessaire à la prévention des conflits, pour faire du lobbying afin de lever des fonds et pour sensibiliser l'opinion publique.

L'Assemblée réunit les élus des représentations parlementaires nationales qui se rencontrent et apprennent à comprendre les positions des parlementaires d'autres pays.

Des échanges parfois vifs eurent lieu entre experts et parlementaires de régions d'Europe centrale actuellement traversées par des courants opposés. Ce forum permit à chacun des protagonistes de s'exprimer, de s'expliquer, d'accepter les conseils des membres et finalement de se serrer la main, convaincu de l'utilité d'apaiser leurs régions.

Cela les place en très bonne position pour informer leurs collègues dans leur pays respectif du rôle des parlementaires dans la prévention.

Afin d'établir ce code de bonne pratique, il est recommandé que le Conseil assiste l'Assemblée parlementaire via un groupe de travail pour décider d'actions que les différents membres peuvent mener dans leur pays respectif.

Compte tenu de l'importance du rôle que peut jouer le Conseil de l'Europe, compte tenu de la nécessité de poursuivre les actions entreprises qui ont abouti à des succès tels qu'en Macédoine et en d'autres régions d'Europe et du monde, il est suggéré que le Forum puisse se réunir chaque année afin de présenter l'état d'avancement de ses travaux, corrige éventuellement les mécanismes et fasse part des mesures déjà entreprises sur le terrain.

François BELLOT,  
Député fédéral



**CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX**

Benelux newsletter – juillet 2009/2  
Cahier détachable : rapport d'activités 2008





ADDENDA





## AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

*Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».*



**TABLEAU DES TRAVAUX LÉGISLATIFS  
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN**

**Mise à jour au 9 octobre 2009**

Proposition : initiative parlementaire  
 Projet : initiative du gouvernement ou proposition adoptée par la Chambre ou le Sénat  
 C : Chambre  
 S : Sénat  
 CIR : Code des impôts sur les revenus  
 UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise  
 CONST : Constitution

(1) La procédure législative est déterminée par les matières dont la Constitution attribue la compétence respectivement à la Chambre et au Sénat

- CONST, art. 74 : matières de la compétence de la Chambre des représentants seule ;
- CONST, art. 77 : matières de la compétence de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- CONST, art. 78 : matières de la compétence de la Chambre des représentants, mais pour lesquelles le Sénat dispose d'un droit d'évocation ;
- CONST, art. 81 : si le Sénat, en vertu de son droit d'initiative, adopte une proposition de loi dans les matières visées à l'art. 78, le projet de loi est transmis à la Chambre.

(2) Les projets de loi qui n'ont plus été examinés en commission depuis deux mois ne figurent pas au présent tableau.

(3) Ces projets et propositions de loi sont en attente de promulgation. Ils réapparaîtront au présent tableau lors de leur publication au Moniteur belge.

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.03.02	A – en séance plénière le 31.02.02	Loi du 06.06.02 M.B. 03.09.09
Convention-cadre coopération transfrontalière des collectivités S 0931/1-2001/2002 <b>C 1618/1-2001/2002</b>	77	A – en commission le 28.03.02		
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi		A – en commission le 02.03.05	AM – en séance plénière le 29.03.07	Loi du 18.06.09 M.B. 02.07.09
Dotation – Conseil supérieur de la justice <b>C 0722/1-2003/2004</b> S 1062/1-2004/2005 <b>C 1936/1-2008/2009</b>	77	A – en séance plénière le 24.02.05		
<i>Finances</i>		Projet amendé par le Sénat		
		A – en commission le 06.05.09		
		A – en séance plénière le 28.05.09		
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 05.07.06	A – en séance plénière le 15.06.06	Loi du 24.09.06 M.B. 03.09.09
Coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales S 1621/1-2005/2006 <b>C 2558/1-2005/2006</b>	77	A – en séance plénière le 13.07.06		
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 11.04.07	A – en séance plénière le 29.03.07	Loi du 03.06.07 M.B. 22.07.09
Conseil de l'Europe – Traités des êtres humains S 2119/1-2006/2007 <b>C 3051/1-2006/2007</b>	77	A – en séance plénière le 19.04.07		
<i>Relations extérieures</i>				



OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre		D – en commission le 01.07.09		
Contrôle des entreprises publiques autonomes <b>C 0368/1-2007/2008</b>	78			
<i>Infrastructure</i>				
Propositions de loi (jointes)				
Lieux fermés accessibles au public – Interdiction générale de fumer <b>C 0780/1-2007/2008</b>	78	D – en commission les 16.06, 23.06 et 30.06.09		
Lieux fermés accessibles au public – Interdiction de fumer <b>C 1768/1-2008/2009</b>	78	Sans objet le 30.06.09		
Lieux publics – Consommation de tabac <b>C 1763/1-2008/2009</b>	78	D – en séance plénière le 09.07.09		
<i>Santé publique</i>		Sans objet le 09.07.09		
Proposition de loi				
Fonds social mazout – Rectification d'ordre technique <b>C 0846/1-2007/2008</b>	78	A – en commission le 21.02.08	A – en séance plénière le 28.02.08	Loi du 10.09.09 M.B. 06.10.09
<i>Santé publique</i>		A – en séance plénière le 21.02.08		
Proposition de loi				
Personnes handicapées – Revenus du conjoint ou du cohabitant <b>C 1041/1-2007/2008</b>	78	D – en commission les 13.01 et 01.07.09		
<i>Affaires sociales</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Enseignement supérieur – Reconnaissance des qualifications S 0563/1-2007/2008 <b>C 1057/1-2007/2008</b>	77	A – en commission le 23.04.08	A – en séance plénière le 10.04.08	Loi du 10.07.09 M.B. 21.08.09
<i>Relations extérieures</i>		A – en séance plénière le 15.05.08		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre		D – en commission le 28.05, 14.07.08 et 01.07.09	-	-
Proposition de résolution Agences postales communales <b>C 1116/1-2007/2008</b>				
<i>Infrastructure</i> Proposition de loi Mineur – Magistrats – Formation spécialisée <b>C 09.05.2008</b>	77	A – en commission le 27.01.09 A – en séance plénière le 12.02.09		Loi du 31.07.09 M.B. 18.08.09
<i>Justice</i> Proposition de loi Mariage – Maison communale <b>C 1239/1-2007/2008</b>	78	<u>Droit de la Famille</u> : D – en commission les 04.02, 11.02 et 04.03.09 <u>Justice</u> : A – en commission le 10.03.09 A – en séance plénière le 26.03.09 Projet amendé par le Sénat <u>Justice</u> : A – en commission le 10.06.09	AM – en séance plénière le 28.05.09	
<i>Sous-commission « Droit de la Famille »</i> <i>Justice</i>		A – en séance plénière le 02.07.09		



OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre (Suite)	78 78			
Copropriété – Requête contradictoire <b>C 0717/1-2007/2008</b> C 22.01.2008 Copropriétaires – Privilège sur immeubles <b>C 1040/1-2007/2008</b> C 08.04.2008				
<i>Justice</i> Proposition de résolution		D – en commission les 03.03, 02.06 et 07.07.09		
Enfant hospitalisé en pédopsychiatrie – Droits <b>C 1477/1-2008/2009</b> C 14.10.2008				
<i>Santé publique</i> Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Loi du 12.02.09 M.B. 22.07.09
Uruguay – Sécurité sociale S 0822/1-2007/2008 S 23.06.2008 <b>C 1563/1-2008/2009</b> C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Loi du 16.02.09 M.B. 03.07.09
Navires – Contrôle des systèmes antisalissure S 0847/1-2007/2008 S 03.07.2008 <b>C 1564/1-2008/2009</b> C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Loi du 12.02.09 M.B. 21.08.09
République Inde – Convention sur sécurité sociale S 0894/1-2007/2008 S 04.08.2008 <b>C 1570/1-2008/2009</b> C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Loi du 09.02.09
Australie – Convention sur assurance soins de santé S 0898/1-2007/2008 C 1572/1-2008/2009	77	A – en séance plénière le 27.11.08		M.B. 21.08.09
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Loi du 19.02.09
Organismes génétiquement modifiés participation public processus décision S 0899/1-2007/2008 C 1573/1-2008/2009	77	A – en séance plénière le 27.11.08		M.B. 31.07.09
<i>Relations extérieures</i>				
Propositions de loi (jointes)		D – en commission les 24.03, 12.05 et 16.06.09		
Produits gazeux – Gestionnaires de réseau – Participation acteurs de marché C 1600/1-2008/2009	78	Sans objet le 16.06.09		
Marché du gaz et électricité – Libéralisation – Part de marché maximale C 1513/1-2008/2009	78	D – en séance plénière le 25.06.09		
Marché gaz et électricité gestionnaires réseau & acteurs marché dégroupage C 1537/1-2008/2009	78	Sans objet le 02.07.09		
Secteur du gaz naturel – Gouvernance d'entreprise C 1886/1-2008/2009	78			
<i>Economie</i>				
Projet de loi		A – en commission le 17.02.09	A – en séance plénière le 28.05.09	Loi du 17.06.09
Contrats d'assurance maladie conclus dans/dehors relation professionnelle C 1662/1-2008/2009	78	A – en séance plénière le 19.03.09		M.B. 08.07.09
<i>Economie</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre		D – en commission le 08.07.09		
Système planification de la carrière (SPC) <b>C 1739/1-2008/2009</b> <b>C 16.01.09</b>				
<i>Affaires sociales</i>				
Lieux fermés accessibles au public – Interdiction de fumer <b>C 1768/1-2008/2009</b> <b>C 29.01.2009</b> Lieux publics – Consommation de tabac <b>C 1763/1-2008/2009</b> <b>C 28.01.2009</b> Lieux fermés accessibles au public – Interdiction générale de fumer <b>C 0780/1-2007/2008</b> <b>C 04.02.2008</b>	78 78 78	A – en commission le 30.06.09 A – en séance plénière le 09.07.09		
<i>Santé publique</i>				
Circulation routière – Alcolock <b>C 1856/1-2008/2009</b> <b>C 05.03.2009</b> Etat d'ébriété – peine complémentaire – Alcolock <b>C 1339/1-2007/2008</b> <b>C 08.07.2008</b>	78 78	A – en commission le 13.05.09 A – en séance plénière le 04.06.09	Projet non évoqué	Loi du 12.07.09 M.B. 15.09.09
<i>Infrastructure</i>				
Supports antennes GSM – Pylônes – Communes – Perception d'impôts <b>C 1867/1-2008/2009</b> <b>C 10.03.2009</b>	78	D – en commission le 01.07.09		
<i>Infrastructure</i>				
Groupe SNCB – Plaque contre abonnement <b>C 1876/1-2008/2009</b> <b>C 12.03.2009</b>		D – en commission le 01.07.09		
<i>Infrastructure</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi		A – en commission le 25.03.09	-	Loi du 15.05.09 M.B. 11.06.09
Dépenses 2008 – Deuxième ajustement section 14 Affaires étrangères <b>C 1881/1-2008/2009</b>	74	A – en séance plénière le 23.04.09		
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi		A – en commission le 01.04.09	-	Loi du 15.05.09 M.B. 11.06.09
2008 – Troisième ajustement budget général des dépenses <b>C 1890/1-2008/2009</b>	74	A – en séance plénière le 29.04.09		
<i>Finances</i>				
Proposition de loi		A – en commission le 01.04.09		Loi du 07.06.09 M.B. 03.08.09
Séjour étrangers pour raisons médicales – Médecin non fonctionnaire <b>C 1891/1-2008/2009</b>	78	A – en séance plénière le 29.04.09		
<i>Intérieur</i>				
Projet de loi		A – en commission le 01.04.09	-	Loi du 15.05.09 M.B. 11.06.09
Budget général des dépenses - 2008 – Quatrième ajustement – Dette publique <b>C 1898/1-2008/2009</b>	74	A – en séance plénière le 29.04.09		
<i>Finances</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 28.04.09	A – en séance plénière les 26.03.09 et 28.05.09	Loi du 09.06.09 M.B. 24.08.09
Recherche biomédicale expérimentation animale alternatives scientifiques S 0242/1-0000/2007 <b>C 1918/1-2008/2009</b>	78	AM – en séance plénière le 14.05.09		
<i>Santé publique</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 24.06.09 A – en séance plénière le 02.07.09	A – en séance plénière le 02.04.09	Loi du 16.07.09 M.B. 29.07.09
Armes à uranium – Financement – Interdiction S 0704/1-2007/2008 C 1935/1-2008/2009	78			
<i>Défense nationale</i>		A – en commission le 02.07.09		
Proposition de résolution				
Mondialisation – Normes sociales et environnementales C 1948/1-2008/2009				
<i>Commission spéciale « Mondialisation »</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Baux à loyer – Frais médiation agent immobilier – Imputation au preneur S 1047/1-2008/2009 C 1949/1-2008/2009	78	A – en commission le 12.05.09 A – en séance plénière le 28.05.09	A – en séance plénière le 23.04.09	Loi du 18.06.09 M.B. 07.08.09
<i>Justice</i>				
Projets de loi		A – en commission le 12.05.09 A – en séance plénière le 14.05.09	C 1952 : A – en séance plénière le 28.05.09	C 1951 : Loi du 19.06.09 M.B. 29.07.09
Fusion transfrontalière participation des travailleurs directive 2005/56/CE C 1951/1-2008/2009 Fusion transfrontalière participation travailleurs directive 2005/56/CE C 1952/1-2008/2009	78 77			
<i>Affaires sociales</i>				
Proposition de loi				
Garderies subventionnées – Déductibilité fiscale – majoration C 1962/1-2008/2009	78			Loi du 19.06.09 M.B. 29.07.09
<i>Finances</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Proposition de loi Personnes présentant risque sanitaire accru – Assurances solde restant dû <b>C 1977/1-2008/2009</b> <b>C 06.05.2009</b>	78	D – en commission les 12.05 et 08.07.09		
<i>Economie</i> Projet de loi Circulation routière – Drogues – Tests salivaires <b>C 1985/1-2008/2009</b> <b>C 12.05.2009</b> Proposition de loi (jointe) Circulation routière – Test drogue – Test salivaire <b>C 0963/1-2007/2008</b> <b>C 10.03.2008</b>	78  78	A – en commission le 10.06.09 A – en séance plénière le 02.07.09	Projet non évoqué	Loi du 31.07.09 M.B. 15.09.09
<i>Infrastructure</i> Projet de loi Blanchiment – Directive 2005/60/CE Obligations de vigilance <b>C 1988/1-2008/2009</b> <b>C 13.05.2009</b> <i>Finances</i>	78	A – en commission le 08.07.09		

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Projet de loi</p> <p>Jeux de hasard – Amendes administratives – Internet <b>C 1992/1-2008/2009</b></p> <p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>Jeux de hasard contrats nullité <b>C 0430/1-2007/2008</b></p> <p>Protection des joueurs <b>C 0560/1-2007/2008</b></p> <p>Loi sur jeux de hasard – Champ d'application – Jeux téléphoniques <b>C 197/1-2008/2009</b></p> <p>Sports – Paris – Champ d'application – Loi sur jeux de hasard <b>C 2032/1-2008/2009</b></p> <p><i>Justice</i></p>	<p>77</p> <p>78</p> <p>78</p> <p>78</p> <p>78</p>	<p>A – en commission le 14.07.09</p> <p>A – en séance plénière le 16.07.09</p>		
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Etrangers – Procédure de regroupement familial – Acte de l'état civil S 0077/1-0000/2007 <b>C 1695/1-2008/2009</b></p> <p><i>Intérieur</i></p>	<p>78</p>	<p>A – en commission le 21.01.09</p> <p>A – en séance plénière le 05.02.09</p>	<p>A – en séance plénière le 18.12.2008</p>	<p>Loi du 08.03.09 M.B. 02.07.09</p>
<p>Projet de loi</p> <p>Casier judiciaire central – Délivrance <b>C 1997/1-2008/2009</b></p> <p><i>Justice</i></p>	<p>78</p>	<p>A – en commission le 24.06.09</p> <p>A – en séance plénière le 02.07.09</p>		<p>Loi du 31.07.09 M.B. 27.08.09</p>
<p>Proposition de loi</p> <p>Communication électronique – Changement opérateur – Adresses e-mails et URL <b>C 2005/1-2008/2009</b></p> <p><i>Infrastructure</i></p>	<p>78</p>	<p>D – en commission les 24.06 et 08.07.09</p>		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi		A – en commission le 17.06.09		Loi du 31.07.09
Secteur financier - Directive 2007/44/CE Evaluation prudentielle <b>C 2011/1-2008/2009</b> <b>C 28.05.2009</b>	78	A – en séance plénière le 02.07.09		M.B. 08.09.09
<i>Finances et Budget</i>				
Projet de loi		A – en commission le 16.06.09		
Produits gazeux – Gestionnaire du réseau – Corporate governance <b>C 2022/1-2008/2009</b> <b>C 02.06.2009</b>	78	D – en séance plénière le 02.07.09		
Propositions de loi (jointes)				
Produits gazeux – Gestionnaires de réseau – Participation acteurs de marché <b>C 1600/1-2008/2009</b> <b>C 20.11.2008</b>	78			
Marchés du gaz et électricité – Libéralisation – Part de marché maximale <b>C 1513/1-2008/2009</b> <b>C 24.10.2008</b>	78			
Marché gaz et électricité gestionnaires réseau & acteurs marché dégroupage <b>C 1537/1-2008/2009</b> <b>C 04.11.2008</b>	78			
Secteur du gaz naturel – Gouvernance d'entreprise <b>C 1886/1-2008/2009</b> <b>C 17.03.2009</b>	78			
<i>Economie</i>				
Projet de loi		A – en commission le 17.06.09		Loi du 31.07.09
TVA – Exemption – Directive 2006/112/CE <b>C 2027/1-2008/2009</b> <b>C 03.06.2009</b>	78	A – en séance plénière le 02.07.09		M.B. 06.08.09
<i>Finances et Budget</i>				
Projet de loi		A – en commission le 17.06.09		Loi du 21.08.09
Infrastructure ferroviaire – Confirmation – Arrêtés royaux <b>C 2035/1-2008/2009</b> <b>C 05.06.2009</b>	78	A – en séance plénière le 02.07.09		M.B. 14.09.09
<i>Infrastructure</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi Carburants fossiles – Incorporation de biocarburant <b>C 2037/1-2008/2009</b> <i>Economie</i>	78	A – en commission le 24.06.09 A – en séance plénière le 02.07.09		Loi du 22.07.09 M.B. 03.08.09
Projet de loi Droit d'auteur – Sociétés de gestion de droits – Statut et contrôle <b>C 2051/1-2008/2009</b> <i>Economie</i>	78	A – en commission le 07.07.09		
Projet de loi Assurances – Services bancaires et d'investissement – Inter médiation <b>C 2062/1-2008/2009</b> <i>Finances</i>	78	A – en commission le 01.07.09 A – en séance plénière le 09.07.09		Loi du 31.07.09 M.B. 08.09.09
Projet de loi Surveillance du secteur financier – Instruments hors bilan <b>C 2064/1-2008/2009</b> <i>Finances</i>	78	A – en commission le 01.07.09 A – en séance plénière le 09.07.09		Loi du 24.07.09 M.B. 30.07.09
Projet de loi Organismes d'intérêt public – Année 2003 – Règlements définitifs <b>C 2066/1-2008/2009</b> <i>Finances</i>	74	A – en commission le 08.07.09 A – en séance plénière le 16.07.09		Loi du 31.07.09 M.B. 06.08.09
Proposition de loi Conseil consultatif fédéral des aînés – Composition <b>C 2069/1-2008/2009</b> <i>Affaires sociales</i>	78	A – en commission le 01.07.09 A – en séance plénière le 09.07.09		

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre  Proposition de résolution		D – en commission le 15.07.09		
Journée Mandela – Commémoration <b>C 2089/1-2008/2009</b>  <i>Relations extérieures</i>  Projet de loi	78	A – en commission le 08.07.09  A – en séance plénière le 09.07.09		
Règlement (CE) n° 1907/2006 - Reach – Transposition - Sanctions <b>C 2093/001-2008/2009</b>  <i>Santé publique</i>  Projet de loi (transmis par le Sénat)	78	A – en commission le 14.07.09	A – en séance plénière le 09.07.09	
<i>Justice</i>  Professions juridiques – Exigences diplôme – Equivalence master licence S 1376/1-2008/2009 <b>C 2107/1-2008/2009</b>  <i>Justice</i>  Projet de loi (transmis par le Sénat)	77	A – en commission le 14.07.09	A – en séance plénière le 09.07.09	





**MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE**

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
<b>Législation</b>			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	.....	.....
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	.....	.....
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	.....	.....
<b>Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"</b>			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	.....	.....
<b>Information parlementaire</b>			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	.....	.....
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	.....	.....
<b>Fiches "info" parlementaires</b>			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	.....	.....
<b>Parlamentum Belgicum</b> – Livre de photographies	4,00	.....	.....
<b>Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch,</b> Chambre des représentants 2001 ; 182 pp.	5,00	.....	.....
« <b>Le Parlement</b> » (iconographie)	2,50	.....	.....
« <b>Le Palais de la Nation</b> » (W. Van den Steene)	30,00	.....	.....
<b>Les députés 1894-1969</b> – facsimilé (Van Molle) - <b>biographie</b>	2,50	.....	.....
<b>Brochure « Dessins satiriques »</b>	2,00	.....	.....
<b>Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique"</b> <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	.....	.....
<b>Gravure :</b> "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	.....	.....
<b>Gravure :</b> "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	.....	.....
<b>Dépliants</b>			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	.....	.....
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	.....	.....

**BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE**

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants  
– 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

*La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.*

**PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT**

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
<b>Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat</b> Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
<b>Bulletin des questions et réponses (bilingue)</b> (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	40,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
<b>Compte rendu analytique</b> Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
<b>Informations parlementaires</b> Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
<b>Informations et commandes pour les publications susmentionnées:</b> Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° <b>000-1648428-10</b> de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nom et adresse complète du souscripteur</li> <li>- Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur</li> <li>- Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue)</li> <li>➤ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis</li> <li>➤ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié</li> <li>➤ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA</li> </ul>				
<b>Documents parlementaires de la Chambre</b>  Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques  - numéros séparés  Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	<b>BELGIQUE</b> 0,0744 euro par page imprimée  <b>ÉTRANGER</b> 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	<b>Informations et commandes:</b> <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74  Compte n° <b>000-1648428-10</b> de «Publications de la Chambre des représentants»  Paiement dès réception du décompte		